

PLACE DE L'INDEPENDANCE, BAMAKO-MALI. 6 AVRIL 2025. 11-45-05



# AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT AU CŒUR DE L'AFRIQUE

Le Groupe BOA fête ses 30 ans  
BOA Group celebrates its 30<sup>th</sup> Anniversary



GRUPE BANK OF AFRICA

Rapport annuel 2012 Annual report

BANK OF AFRICA – MALI

# Sommaire

## Table of contents

- 1 Le mot du PDG**  
Comments from the CEO
- 2-3 30 ans de croissance et d'expansion**  
30 years of growth and expansion
- 4 30 ans d'expérience au service des clients**  
30 years of experience serving customers
- 5 Les engagements du Groupe depuis 30 ans**  
The commitments of the Group for 30 years
- 6 Produits et Services disponibles**  
French only

## Rapport d'Activité

Activity Report

- 8-9 Le mot du Directeur Général**  
Comments from the Managing Director
- 10 Faits marquants 2012**  
Highlights 2012
- 11 Chiffres-clés au 31/12/2012**  
Key figures on 31/12/2012
- 12 Engagements citoyens de la Banque**
- 13 et de la Fondation BANK OF AFRICA**  
French only
- 14 Conseil d'Administration, Capital**  
Board of Directors, Capital
- 16-26 Rapport du Conseil d'Administration**  
Report by the Board of Directors
- 27-30 Rapports des Commissaires aux Comptes**
- 27-29 Rapport Général
- 30 Rapport Spécial  
French only
- 32-37 Bilan et Compte de Résultat**  
Balance sheet and Income statement
- 38-41 Résolutions**  
Resolutions
- 42-52 Annexes**  
French only
- 53 Adresses complémentaires**

## BANK OF AFRICA Group celebrates its 30<sup>th</sup> Anniversary

*This year we are celebrating our Group's 30<sup>th</sup> Anniversary.*

*BANK OF AFRICA was established at a time when the West African banking sector experienced serious difficulties. The founder's goal of the first BANK OF AFRICA, BOA-MALI, created in 1983 and then headed by Paul DERREUMAUX, was to fill a gap by creating a private African bank, with African capital, and dedicated to serving the African economy.*

*The original shareholders felt keenly the immense potential of a project that would help bring Africa together for a better future.*

*Investors – both private and public, both national and international – had also placed their trust in this project and helped it to develop into what it is today – a group with a presence in 15 African countries through 16 commercial banks as well as numerous financial companies.*

*The majority shareholder, BMCE Bank, has put at the disposal of BOA Group its multiple skills, as well as its international and continental experience. Alongside other shareholders, it also provides the necessary capital for BOA to develop and expand throughout the continent.*

*All the BOA subsidiaries have now adopted BMCE Bank's business model, which is based on extending banking services to citizens on a large-scale and assisting both private and public economic players with advice and financing to manage their companies and implement their projects.*

*Almost 5,000 staff members of all nationalities conduct their work with conviction and commitment. These women and men comprise teams that have expanded as the Group has developed, by knowing how to make the most of their differences, in order to become even stronger and more effective together.*

*But BOA is above all the hundreds of thousands of customers – retail clients of all classes and ages, companies of all sizes and economic sectors, associations, public services, investors, industrialists, and entrepreneurs – who each day place their trust in its professionalism.*

*This year, as we celebrate the Group's 30 years of existence, I would like to pay tribute to our shareholders, those who were with us from the start and those who joined later; to our hundreds of thousands of customers; to our 5,000 staff members; and to the authorities in each host country who provide us with their continuous support.*

*Thank you for your trust, thank you for your work, thank you for your support, thank you, everyone, and long live the BANK OF AFRICA Group!*

**Mohamed BENNANI**

Chairman and CEO of BOA GROUP

# Le Groupe BANK OF AFRICA fête ses 30 ans



*Cette année, nous fêtons les 30 ans de notre Groupe.*

*BANK OF AFRICA est née à une époque où le secteur bancaire connaissait en Afrique de l'Ouest de graves difficultés. L'objectif des fondateurs de la première BANK OF AFRICA, la BOA-MALI, créée en 1983 et alors dirigée par Paul DERREUMAUX, était de combler un vide en créant une banque privée africaine, avec des capitaux africains et au service de l'économie africaine.*

*Ces actionnaires de la première heure ont parfaitement senti le formidable potentiel d'un projet fédérateur, porteur d'avenir pour une Afrique meilleure.*

*Ce sont également des investisseurs, privés comme publics, nationaux comme internationaux, qui ont su accorder leur confiance à ce projet et l'ont aidé à se développer pour devenir aujourd'hui un groupe implanté dans 15 pays africains à travers 16 banques commerciales ainsi que plusieurs sociétés financières.*

*BMCE Bank, actionnaire majoritaire, met à la disposition du Groupe BOA ses multiples compétences comme son expérience internationale et continentale, et lui apporte également, en symbiose avec les autres actionnaires, les capitaux nécessaires à son développement et à son rayonnement sur le continent.*

*Toutes les filiales BOA ont maintenant adopté le « business model » de BMCE Bank, axé sur la bancarisation massive des citoyens et l'accompagnement, à travers le conseil et le financement, des opérateurs économiques, privés comme publics, dans la gestion de leur entreprise et la réalisation de leurs projets.*

*Ce sont près de 5 000 collaborateurs, de toutes nationalités, qui travaillent avec conviction et engagement. Ces femmes et ces hommes, ce sont des équipes qui se sont étoffées au fur et à mesure du développement du Groupe en sachant intelligemment agréger leurs différences, pour être encore plus riches et plus fortes ensemble.*

*Mais ce sont surtout ces centaines de milliers de clients, simples particuliers, de toutes classes et de tous âges, entreprises, de toutes tailles et de tous secteurs d'activité, associations, services publics, investisseurs, industriels, entrepreneurs, qui, chaque jour, font confiance au professionnalisme de BOA.*

*En cette année où nous célébrons 30 ans d'existence du Groupe, c'est à ces actionnaires, ceux de la première heure et ceux qui les ont rejoints, c'est à ces centaines de milliers de clients, c'est à ces 5 000 collaborateurs femmes et hommes, c'est aux Autorités de chacun des pays hôtes qui nous apportent sans cesse leur appui, que je souhaite rendre hommage aujourd'hui.*

*Merci pour votre confiance,  
merci pour votre travail,  
merci pour votre appui,  
merci à toutes et à tous et longue vie au Groupe BANK OF AFRICA.*

**Mohamed BENNANI**

Président Directeur Général de BOA GROUP

# 30 ans de croissance et d'expansion

30 years of growth and expansion

## Réseau bancaire\* / Banking network\*

### 1983 BANK OF AFRICA – MALI

15 Agences et 1 Centre d'Affaires à Bamako.  
8 Agences régionales et 13 Bureaux de proximité.

### 1990 BANK OF AFRICA – BÉNIN

22 Agences, 1 Centre d'Affaires et 2 Guichets portuaires à Cotonou.  
21 Agences régionales.

### 1994 BANK OF AFRICA – NIGER

Créée en 1989 : NIGERIAN INTERNATIONAL BANK (NIB). Intégrée au Réseau BOA en 1994.

8 Agences à Niamey.  
8 Agences régionales.

### 1996 BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE

Créée en 1980 : BANAFRIQUE.  
Intégrée au Réseau BOA en 1996.

13 Agences et 1 Centre d'Affaires à Abidjan.  
8 Agences régionales et 1 Bureau de proximité.

### 1998 BANK OF AFRICA – BURKINA FASO

14 Agences et 1 Centre d'Affaires à Ouagadougou.  
13 Agences régionales.

### 1999 BANK OF AFRICA – MADAGASCAR

Créée en 1989 : BANKIN'NY TANTSAHA MPAMOKATRA (BTM) / Banque nationale pour le développement rural.

Intégrée au Réseau BOA en 1999.

21 Agences à Antananarivo.  
56 Agences régionales.

### 2001 BANK OF AFRICA – SÉNÉGAL

17 Agences et 1 Centre d'Affaires à Dakar.  
10 Agences régionales.

### 2004 BANQUE DE L'HABITAT DU BÉNIN

2 Agences à Cotonou.

### 2004 BANK OF AFRICA – KENYA

Créée en 1981 : sous forme de succursale BANQUE INDOSUEZ > CRÉDIT AGRICOLE-INDOSUEZ > CALYON. Intégrée au Réseau BOA, sous forme de filiale de droit kenyan, en 2004.

14 Agences à Nairobi.  
12 Agences régionales.

### 2006 BANK OF AFRICA – UGANDA

Créée en 1985 : SEMBULE INVESTMENT BANK Ltd > ALLIED BANK. Intégrée au Réseau BOA en 2006.

20 Agences à Kampala.  
13 Agences régionales.

### 2007 BANK OF AFRICA – TANZANIA

Créée en 1995 : EURAFRICAN BANK – TANZANIA Ltd (EBT). Intégrée au Réseau BOA en 2007.

10 Agences à Dar es Salaam.  
9 Agences régionales.

### 2008 BANQUE DE CRÉDIT DE BUJUMBURA

Créée en 1909 à Bruxelles : BANQUE DU CONGO BELGE (BCB). 1922 : Agence BCB à Usumbura, Burundi.  
25 juillet 1964 : BANQUE DE CRÉDIT DE BUJUMBURA (BCB). Intégrée au Réseau BOA en 2008.

7 Agences et 3 Guichets à Bujumbura.  
12 Agences régionales et 2 Guichets en province.

### 2010 BANK OF AFRICA – RDC

7 Agences à Kinshasa.  
1 Agence régionale.

### 2010 BANK OF AFRICA – MER ROUGE

Créée en 1908 : BANQUE INDOSUEZ MER ROUGE (BIMR). Intégrée au Réseau BOA en 2010.

3 Agences à Djibouti.

### 2011 BANK OF AFRICA – GHANA

Créée en 1999 : AMALBANK.  
Intégrée au Réseau BOA en 2011.

14 Agences et 1 Centre d'Affaires à Accra.  
5 Agences régionales.

### 2013 BANK OF AFRICA – TOGO

3 Agences à Lomé.

(\*) Réseau BANK OF AFRICA au 31/3/2013. *BANK OF AFRICA Network at 31/3/2013.*



## Filiales\* / Subsidiaries\*

### 1997 ACTIBOURSE

Siège social à Cotonou.  
1 Bureau de liaison à Abidjan.  
1 contact dans chaque BOA.

### 2002 AÏSSA

Siège social à Cotonou.

### 2002 AGORA

Siège social à Abidjan.

### 2004 ATTICA

Siège social à Abidjan.

### 2009 BOA-ASSET MANAGEMENT

Siège social à Abidjan.

### 2010 BOA-FRANCE

4 Agences à Paris.  
1 Agence à Marseille.



## Autres structures\* / Other entities\*

### 1999 FONDATION BANK OF AFRICA

BANK OF AFRICA FOUNDATION

Siège social à Bamako.  
Présente dans 11 pays du Groupe.  
*Presence in 11 countries where the Group operates.*

### 2000 BUREAU DE REPRÉSENTATION DU GROUPE BOA

BOA GROUP REPRESENTATIVE OFFICE

Siège social à Paris.

Siège social = *Head Office*

Agence = *Branch* - Agence régionale = *Regional Branch*

Centre d'Affaires = *Business Centre*

Créée en... / *Created in*

Bureau de proximité = *Local Branch*

Bureau de liaison = *Liaison Office*

Guichet = *Counter* - Guichet portuaire = *Port Branch*

Intégrée au Réseau BOA en... = *Integrated into BOA Network in...*

# 30 ans d'expérience au service des clients

30 years of experience serving customers

## Un réseau puissant\*

5 000 personnes au service de plus d'un million de clients.

Environ 370 sites d'exploitation et de production dédiés, sur 16 pays.

Un parc de Guichets Automatiques Bancaires et de Terminaux de Paiement Électronique, d'environ 450 unités, en expansion continue.

Près de 1 450 000 comptes bancaires.

## Une offre étendue et diversifiée

Une gamme complète de produits bancaires et financiers.

Une offre attractive en matière de bancassurance.

Des solutions adaptées à tous les problèmes de financement.

Une ingénierie financière performante.

## Un partenaire bancaire de référence, BMCE BANK,

appartenant à un grand groupe financier marocain, FinanceCom.

## Des partenaires stratégiques, dont :

PROPARCO,

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE (SFI - GROUPE BANQUE MONDIALE),

BANQUE OUEST AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BOAD),

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE NÉERLANDAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT (FMO),

SOCIÉTÉ BELGE D'INVESTISSEMENT POUR LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT (BIO),

et le fonds d'investissement AUREOS.

## Une expérience africaine unique

Un développement continu depuis 30 ans.

## A strong network\*

5,000 people at the service of more than one million customers.

About 370 dedicated operating and service support offices in 16 countries.

A continuously expanding base of Automated Teller Machines and Electronic Payment Terminals, numbering around 450.

Close to 1,450,000 bank accounts.

## A wide and varied offer

Full range of banking and financial services.

An attractive range of bank insurance products.

Tailored solutions for all financing issues.

Successful financial engineering.

## A leading banking partner, BMCE BANK,

which is part of FinanceCom, a major Moroccan financial group.

## Strategic partners, including:

PROPARCO,

INTERNATIONAL FINANCE CORPORATION (IFC - WORLD BANK GROUP),

WEST AFRICAN DEVELOPMENT BANK (BOAD),

NETHERLANDS DEVELOPMENT FINANCE COMPANY (FMO),

BELGIUM INVESTMENT COMPANY FOR DEVELOPING COUNTRIES (BIO),

and investment fund AUREOS.

## Unique experience in Africa

Continuous development for 30 years.

# Les engagements du Groupe depuis 30 ans

The commitments of the Group for 30 years

-  **La qualité du service offert à la clientèle**  
Quality of customer service
-  **Le dynamisme et la disponibilité des équipes**  
Dynamic, accessible staff
-  **La solidité financière**  
Financial solidity
-  **La cohésion du réseau**  
Cohesive network
-  **La diversité des financements proposés**  
Wide range of financing solutions
-  **L'expertise en ingénierie financière**  
Expertise in financial engineering
-  **La puissance des partenaires**  
Strong partners

**CA Groupe 2012 : 451,7 Millions d'Euros**

Group turnover 2012: 451.7 million euros

# Produits & services disponibles



## RÉSEAU BOA FRANCOPHONE

## BOA-MALI

### Assurances

Assurance Études  
Assurance Prévoyance  
Assurance Retraite

### Comptes

Compte Chèque  
Compte Devises  
Compte Élite  
Compte Jeunes

### Épargne

Bons de Caisse  
Bons du Trésor par Adjudication  
Compte Épargne  
Compte Épargne Élite  
Dépôt à Terme  
Plan Épargne Ambition  
Plan Épargne Éducation  
Plan Épargne Logement  
Plan Épargne Pèlerinage

### M-Paiement /M-Banking

Airtel Money  
Orange Money

### Monétique

Carte SÉSAME +  
Carte SÉSAME ÉPARGNE  
Carte VISA LIBRA  
Carte VISA PROXIMA  
Carte VISA Prépayée TUCANA  
Cash Advance MASTERCARD

### Multimédia

B-Phone - B-SMS  
B-Web

### Packages

Pack FONXIONARIA  
Pack MON BUSINESS  
Pack SALARIA

### Prêts

Avance  
Avance Tabaski  
Découvert Autorisé (Automatique)  
Microfinance « Prêt femmes entrepreneurs »  
Prêt Assurances  
Prêt Collectif  
Prêt Consommation  
Prêt Équipement  
Prêt Étudiant 2iE  
Prêt Événements Familiaux  
Prêt Habitation  
Prêt Immobilier « Prêt Ma Maison »  
Prêt Informatique  
Prêt Personnel  
Prêt Première Installation  
Prêt Rechargeable  
Prêt Scolarité « Prêt Tous à l'école »  
Prêt Véhicule

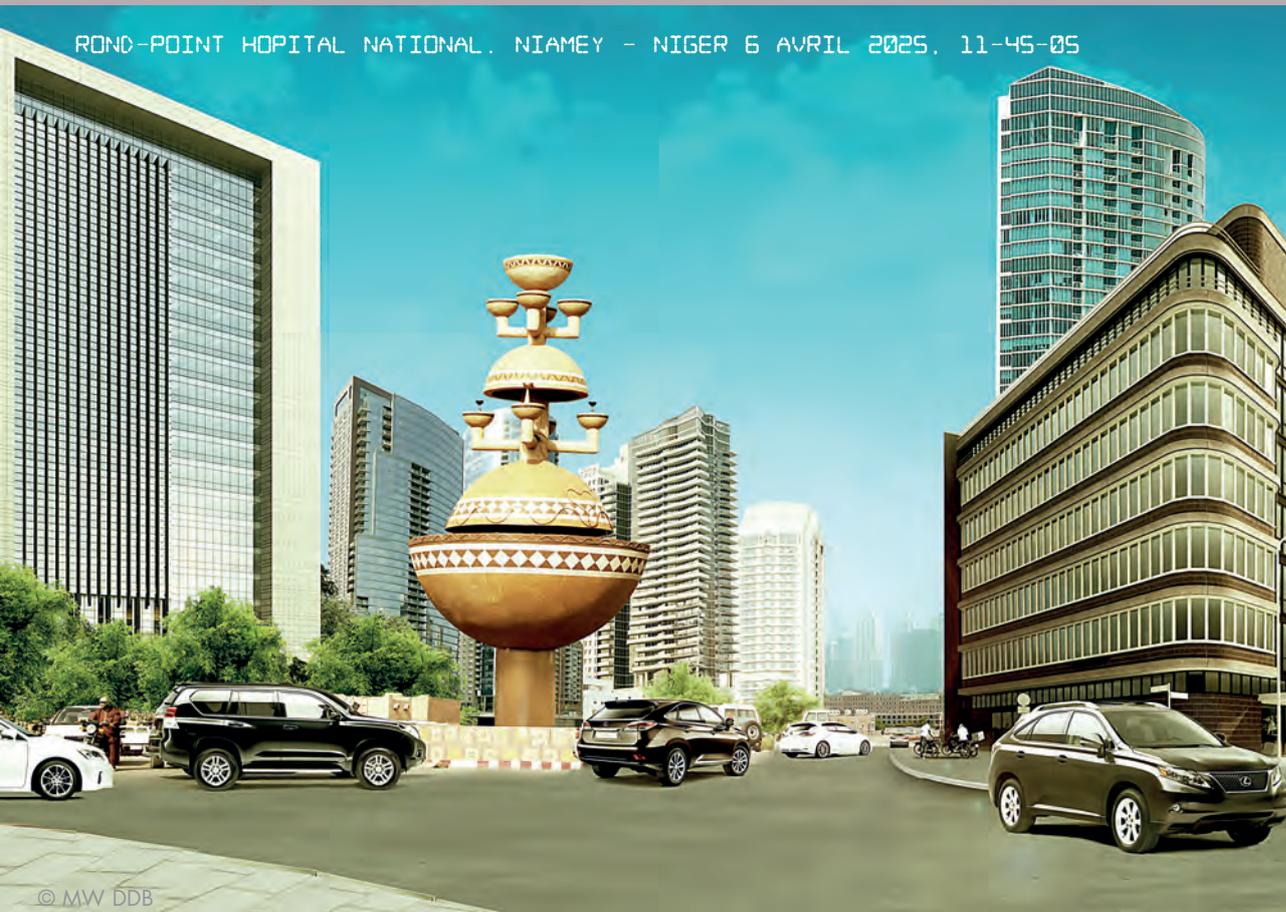
### Transferts & change

BOA Express  
Change Manuel  
Chèques de Voyage  
T-Cash  
Transfert Flash  
Western Union

### Entreprises

Large choix de produits et services à destination des grandes entreprises, PME/PMI, associations, institutions et des professions libérales.

ROND-POINT HOPITAL NATIONAL. NIAMEY - NIGER 6 AVRIL 2025. 11-45-05



© MW DDB

# Rapport d'activité 2012

## Activity Report

# Le mot du Directeur Général

## Comments from the Managing Director



La BOA-MALI a évolué en 2012 dans un environnement très instable, marqué par une crise institutionnelle et une grande insécurité, qui a conduit le pays dans une situation socio-économique très difficile. Plusieurs bailleurs de fonds et investisseurs se sont retirés, plongeant le pays dans une crise économique

sans précédent, avec la fermeture de certaines sociétés et des licenciements massifs.

Le système bancaire malien a été très affecté par des dégâts matériels et financiers importants, puisque la perte subie par l'ensemble des banques et établissements financiers est estimée à 17 milliards de F CFA, suite à des actes de pillage et de braquage.

À ce jour, la BOA-MALI n'a pas enregistré de pertes de ce type. Néanmoins, nous restons, en priorité, en alerte sur tout ce qui concerne la sécurité de notre personnel, de leurs familles et celle de leurs biens. La Banque a d'ailleurs contribué à différentes actions sociales, notamment dans la gestion de la crise, à hauteur de plus de 100 millions de F CFA, à travers la Fondation BOA.

Nous avons cependant continué l'expansion de notre réseau, avec l'ouverture de 8 points de vente en partenariat avec TOTAL Mali. Ceux-ci sont équipés de Guichets Automatiques Bancaires (GAB) et permettent d'effectuer tous types d'opérations bancaires.

Ce dynamisme commercial traduit notre volonté de toujours accompagner notre clientèle, y compris dans les moments difficiles. Nous avons par exemple garanti le paiement des salaires de nos clients dans les zones où les banques étaient fermées, notamment à Mopti et Sévaré.

Pendant que le système bancaire malien a enregistré une baisse de ses ressources, la BOA-MALI a su augmenter les siennes de 6,7 % par rapport à 2011, soit 160,8 milliards de F CFA. Nous avons également été la banque la plus proactive, avec un accroissement de nos emplois de 18,7 %.

*BOA-MALI operated in a highly unstable environment in 2012, marked by an institutional crisis and severe insecurity, which created a very difficult socio-economic situation. Several lenders and investors withdrew from Mali, plunging it into an unprecedented economic crisis with some companies closing and with massive layoffs.*

*The Malian banking system was hit hard by heavy property and financial losses. An estimated total of CFAF 17 billion in losses were suffered by banks and financial establishments from looting and robbery.*

*To date, BOA-MALI has not suffered losses of this type. However, we remain alert to any threat to the safety of our staff, their families and their property. The Bank has also contributed CFAF 100 million through the BOA Foundation to various social initiatives, including the management of the crisis.*

*We have nonetheless continued expanding our network, with the opening of height outlets in partnership with TOTAL Mali. These outlets are equipped with Automatic Teller Machines (ATMs) and are open for all types of banking transactions.*

*This marketing dynamism reflects our determination to constantly be at our customers' side, even during difficult times. For example, we guaranteed the payment of our customers' salaries in regions where banks were closed, particularly in Mopti and Sévaré.*

*While deposits in the Malian banking system declined, BOA-MALI's rose by 6.7% vs. 2011, to CFAF 160.8 billion. We were also the most proactive bank, with an 18.7% increase in loans.*

Quelques éléments d'appréciations de notre exercice 2012 :

- le Produit Net Bancaire a atteint 17,05 milliards de F CFA contre 15,21 milliards de F CFA en 2011, soit une hausse de 12,15 % ;
- le Total Bilan a augmenté de 8,2 %, soit 214,25 milliards de F CFA en 2012, contre 197,94 milliards de F CFA en 2011 ;
- le Résultat Brut d'Exploitation a atteint 5,22 milliards de F CFA, soit une baisse de 2,9 % par rapport à l'exercice 2011. En effet, malgré la hausse significative du Produit Net Bancaire, nous avons privilégié un assainissement volontaire du portefeuille clients : déclassement de 3,569 milliards de F CFA et provisionnement de 3,024 milliards de F CFA, portant le taux de couverture des CDL par des provisions à 77 %.
- le Résultat Net a baissé en conséquence de 24,5 % de 2011 à 2012 et atteint 1,5 milliard de F CFA en 2012.

Nous remercions la fidélité de nos 133 382 clients et leur témoignons tout notre engagement à les soutenir et à les accompagner dans la réalisation de leurs projets.

Et pour mieux répondre aux exigences d'une clientèle de plus en plus diversifiée dans un environnement très concurrentiel, la BOA-MALI, s'est engagée dans un processus de démarche qualité pour une certification ISO 9001 de son Front Office et de son Service Étranger.

Nous remercions chaleureusement l'ensemble de nos Administrateurs et Actionnaires pour leur confiance, ainsi que le personnel pour son engagement et sa détermination pendant cette année difficile.

Nous remercions également les équipes des Structures Centrales du Groupe BOA pour leur appui très significatif pendant cette période de crise. Enfin, nous osons espérer fortement un retour de la paix et de la sérénité au Mali dans un climat économique favorable.

**Laurent BASQUE**  
Directeur Général

*Here are some of our highlights in 2012:*

- *Net Operating Income rose 12.15% to CFAF 17.05 billion from CFAF 15.21 billion one year earlier;*
- *Total Assets rose by 8.2%, to CFAF 214.25 billion from CFAF 197.94 billion in 2011;*
- *Gross Operating Profit declined by 2.9% to CFAF 5.22 billion. Despite the increase in Net Operating Income, we made a deliberate choice to shore up our customer portfolio, resulting in a CFAF 3.569 billion reduction and the provisioning of CFAF 3.024 billion, thus raising coverage of doubtful or litigious loans to 77% ;*
- *Net Income fell accordingly by 24.5% from 2011, to CFAF 1.5 billion in 2012.*

*We would like to thank our 133,382 customers for their loyalty and to ensure them of our commitment to supporting and assisting them in carrying out their projects.*

*To better meet the standards of an increasingly diversified customer base in a highly competitive environment, BOA-MALI has begun the process of obtaining ISO 9001 certification for its Front Office and Foreign Department.*

*We also warmly thank all our Directors and Shareholders for the trust they have placed in us, as well as our staff for its commitment and determination during this difficult year.*

*We would also like to thank the BOA Central Offices for their steadfast support during this year of crisis. We do hope for a return to peace and quiet in Mali in a favourable economic climate.*

**Laurent BASQUE**  
Managing Director

# Faits marquants 2012

## Highlights 2012

### Février

Organisation de la 5<sup>e</sup> Édition du Marathon International BOA de Bamako.

Lancement du Produit « Compte Épargne Élite ».

### Mars

Participation à la 2<sup>e</sup> Journée du Banquier, organisée par l'Association Professionnelle des Banques et Établissements Financiers (APBEF) du Mali.

### Mai

Participation aux Rencontres BANK OF AFRICA 2012 pour les Cadres du Groupe, à Marrakech, au Maroc.

### Juin

Lancement de la Campagne « Tous à l'École ».

### Juillet

Signature de la Convention BOA-MALI / ONU FEMMES, partenaire de la mise en œuvre du projet « Commerce Informel Transfrontalier ».

### Septembre

Lancement de la Campagne « Prêt Tabaski ».

### Octobre

Ouverture de huit Bureaux dans les stations-service de TOTAL, à Bamako.

### Novembre

Démarrage des travaux de rénovation de l'Agence Principale.

### Décembre

Participation aux Rencontres BANK OF AFRICA 2012 pour les Administrateurs du Groupe, à Arusha, en Tanzanie.

### February

Organisation of the 5<sup>th</sup> Edition of BOA International Marathon of Bamako.

Launch of "Compte Épargne Élite".

### March

Participation in the Second Bankers' Day held by the Malian Professional Association of Banks and Financial Establishments (APBEF).

### May

Participation in the 2012 BANK OF AFRICA network management meetings, in Marrakech, Morocco.

### June

Launch of the "Tous à l'École" campaign.

### July

Signing of the BOA-MALI / UN WOMEN Agreement; UN WOMEN is a partner of the "Informal Cross-Border Trade" project.

### September

Launch of the "Prêt Tabaski" campaign.

### October

Opening of eight Offices at TOTAL service stations in Bamako.

### November

Start of renovation work at the Main Branch.

### December

Participation in the 2012 BANK OF AFRICA Directors meetings, in Arusha, Tanzania.



**RENCONTRES BOA 2012**  
La plénière des Rencontres Cadres, à Marrakech, Maroc.  
Mr BENNANI, PDG du Groupe BOA, s'adresse aux Administrateurs, à Arusha, Tanzanie.

**2012 BOA MEETINGS**  
Network management plenary meeting, in Marrakech, Morocco.  
Mr BENNANI, BOA Group CEO, speaking to Directors, in Arusha, Tanzania.



# Chiffres clés au 31/12/2012

Key figures on 31/12/2012

<b>Total Bilan*</b>	<b>214 255</b>	<b>Total Assets*</b>
---------------------	----------------	----------------------

## Activité / Activity

Dépôts clientèle\* 160 771  
*Deposits\**

Créances clientèle\* 138 823  
*Loans\**

## Résultat / Income

Produit Net Bancaire\* 17 053  
*Net operating income\**

Charges de fonctionnement\* 10 009  
*Operating expenses\**

Résultat Brut d'Exploitation\* 5 227  
*Gross operating profit\**

Résultat Net\* 1 506  
*Net income\**

Coefficient d'Exploitation (%) 69.35  
*Operating ratio (%)*

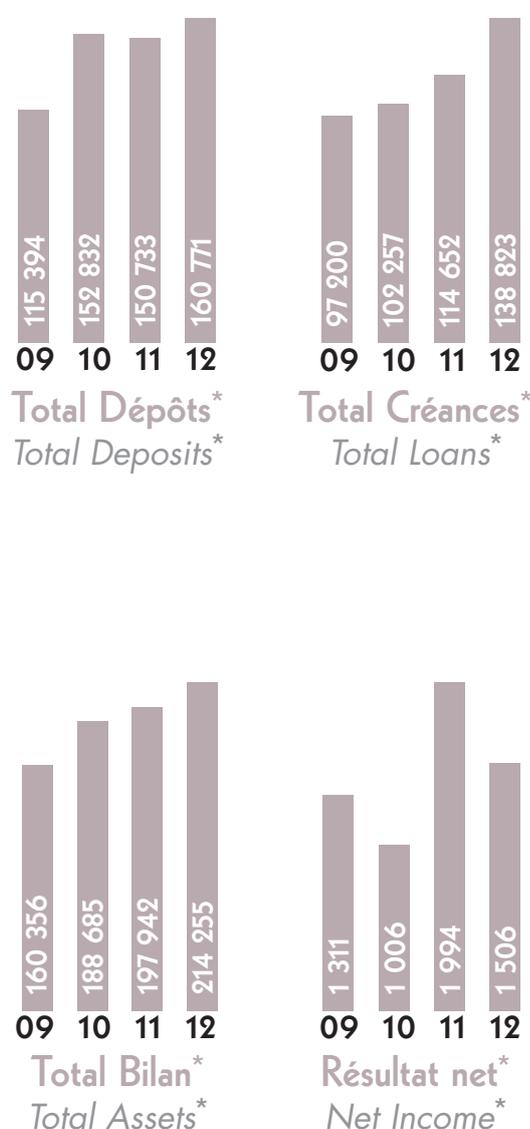
## Structure / Structure

Fonds Propres après répartition\* 15 299  
*Shareholders' equity after distribution\**

Fonds Propres/Total Bilan (%) 7.14  
*Shareholders' equity/Total assets (%)*

Effectif moyen pendant l'exercice 351  
*Average number of employees*

## Évolution de 2009 à 2012 Evolution from 2009 to 2012



(\*) En millions de F CFA / (\*) In CFAF millions

# Engagements citoyens de la Banque

En 2012, la BANK OF AFRICA – MALI (BOA-MALI) a principalement orienté ses actions citoyennes dans les domaines économique et social. Celles-ci demeurent néanmoins limitées, en raison de la crise que connaît le pays depuis le début de l'année sous revue.

## Social

La BOA-MALI, participe au développement de l'athlétisme au Mali, en contribuant, en liaison avec le Groupe BANK OF AFRICA et en partenariat avec la Fédération Malienne d'Athlétisme, à l'organisation de la 5<sup>e</sup> Édition du Marathon International BOA de Bamako et à son budget d'un total d'environ 75 millions de F CFA. Cette 5<sup>e</sup> Édition a vu la participation de 11 pays africains où le Groupe BOA est implanté, dont le Mali. ▼



### Marathon BOA 2012

- 1 - Les participants au départ de la course.
- 2 - Le vainqueur "Hommes" : Elijah MUTURI KARANJA, Kenyan, franchissant la ligne d'arrivée.
- 3 - Les cadets se préparent à concourir...

Dans une période difficile pour le pays, la BOA-MALI a témoigné sa solidarité nationale par un don :

- de 25 millions de F CFA à la Croix Rouge Malienne pour la prise en charge des déplacés de guerre,



Remise de chèque à la Croix Rouge Malienne.

- de 15 millions de F CFA au Gouvernement du Mali, en partenariat avec l'APBEF du Mali (Association Professionnelle des Banques et Établissements Financiers).

La crise que vit le Mali depuis mars 2012 a beaucoup affecté le système bancaire, particulièrement dans la région de Mopti, où la BOA-MALI a dû fermer deux agences. La Banque met un accent tout particulier sur la protection et la sécurité de son personnel, ainsi que de leurs familles.



# Actions de la Fondation BOA

En 2012, la Fondation BOA a soutenu plusieurs projets et associations de développement communautaire.



Don de 47 millions de F CFA au projet USAID / PHARE pour l'achat de 1 000 kits scolaires, afin d'améliorer la qualité de l'enseignement de base des élèves.



Don de 18 millions de F CFA au Centre de Recherche et de Lutte contre la Drépanocytose (CRLD), à l'occasion de la Journée Mondiale de Lutte contre la Drépanocytose, en aide à 150 enfants drépanocytaires issus de milieux défavorisés.

## Économique

En partenariat avec l'organisme « ONU FEMMES » qui a mis en place un fond de garantie en faveur du Fond d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Épanouissement (FAFE), la BOA-MALI, a accordé

des prêts à 450 commerçantes évoluant dans le secteur informel. Ces prêts, dont le total s'élève à 225 millions de F CFA, contribueront à la mise en œuvre du projet « Commerce Informel Transfrontalier ».



1 - Prêts accordés à des commerçantes par la BOA-MALI, en partenariat avec « ONU Femmes », pour la mise en œuvre du projet « Commerce Informel Transfrontalier ».

# Conseil d'Administration

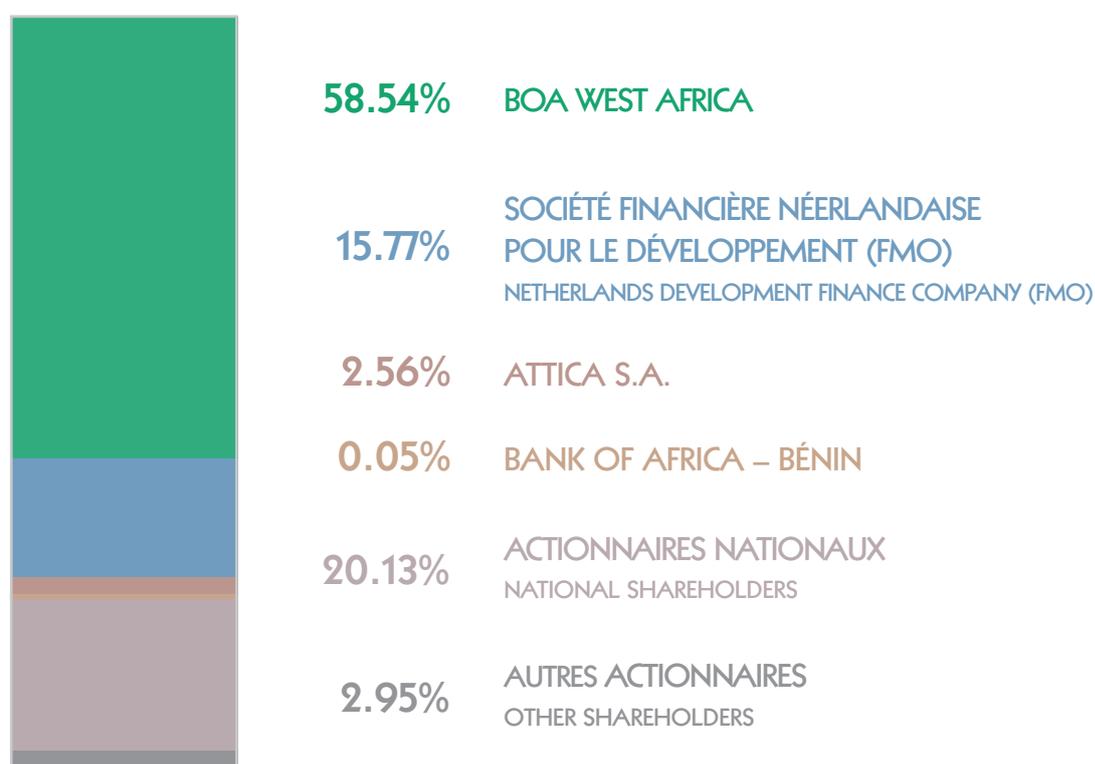
## Board of Directors

Au 30 mars 2013, le Conseil d'Administration, de 11 membres, est composé comme suit :  
 At 30<sup>th</sup> March 2013, the Board of Directors comprised the following 11 members:

Paul DERREUMAUX, Président / <i>Chairman</i>	Oumar KOUMA
Mohamed BENNANI	Mamadou MAIGA
Hachem BOUGHALEB	Léon NAKA
Alpha Hampaté GAMBY	Ernest RICHARD
Mamadou KA	Abderrazzak ZEBDANI
Serge KAPNIST	

# Capital

Au 30 mars 2013, la répartition du capital s'établit comme suit :  
 At 30<sup>th</sup> March 2013, the Bank's capital was held as follows:



BOULEVARD DU 30 JUIN, KINSHASA - RDC 6 AVRIL 2025, 11-45-05



© MW DDB

# Rapport du Conseil d'Administration

Report by the Board of Directors

# Rapport du Conseil d'Administration

à l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mars 2013

## Le cadre économique & financier de l'exercice 2012

L'année 2012 a été particulièrement marquée par l'aggravation de la crise européenne ainsi que par le retour de la récession au Japon et le ralentissement des économies émergentes, notamment chinoise. Au total, la croissance mondiale a décéléré en 2012 mais aurait touché un point bas, 2,9 %, après 3,7 % en 2011.

### Dans la Zone Euro

Comme en 2011, la crise de la dette publique en Zone Euro a caractérisé en 2012 la conjoncture économique mondiale. Sa transmission de la sphère financière à l'économie réelle et sa diffusion progressive au sein de la Zone ont plongé le continent européen dans la récession et bridé ses perspectives de croissance à moyen terme.

### En Asie

Le ralentissement de l'activité en Chine au printemps et la récession du Japon ont également joué un rôle déterminant dans la trajectoire de l'économie mondiale.

Si le risque d'atterrissage brutal de **l'activité chinoise** s'est finalement dissipé, l'économie japonaise a pâti de la décélération de l'activité mondiale, du niveau élevé du yen jusqu'à l'automne et, probablement plus encore, des tensions géopolitiques avec la Chine.

### Aux USA

La croissance américaine s'est pour sa part stabilisée sur un rythme modéré, autour de 2 % l'an.

### Dans les pays émergents

Les pays émergents qui avaient globalement bien résisté en 2011, ont souffert à des degrés divers du ralentissement du commerce mondial mais aussi du financement bancaire international, en lien avec les difficultés des banques européennes. Contraints de rechercher des relais internes de croissance, certains pays tels le Brésil ou l'Inde ont vu réapparaître, voire s'accroître, des déséquilibres externes.

### En Afrique

L'Afrique a, quant à elle, depuis les indépendances, une croissance essentiellement tirée par la production et l'exportation des produits de base, le regain de croissance observé depuis l'an 2000 est dû à des améliorations dans la gestion macro-économique, à la bonne gouvernance, à des réformes institutionnelles et à la diminution des conflits armés, à telle enseigne que désormais, en plus des produits de base, ce sont le secteur manufacturier, les services financiers et de télécommunications modernes ainsi que le tourisme qui se mettent à contribuer de façon significative à la croissance.

Les effets négatifs de la triple crise survenue de 2005 à 2009 continuent de se faire sentir dans le domaine des produits alimentaires, de l'énergie et des finances, et la crise de la dette souveraine dans la Zone Euro a aggravé davantage les déséquilibres structurels dans l'économie mondiale.

La reprise rapide et vigoureuse opérée par l'Afrique, au lendemain des crises mondiales, s'est ralentie et a été de 2,7 % en 2011, en raison des troubles politiques en Afrique du Nord. Cependant, même avec les incertitudes qui planent sur l'économie mondiale, le taux de croissance du continent devrait, selon



Le hall de l'Agence Principale, à Bamako.  
*The banking hall of the Central Branch, in Bamako.*

les prévisions, progresser et atteindre 5,1 % en 2012 et rester robuste à moyen terme. Grâce à ce regain de croissance, l'Afrique n'est plus la région du monde à la croissance la plus faible mais fait partie des régions du monde progressant le plus vite, ce qui confirme son potentiel en tant que pôle de croissance mondiale.

## Économies de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)

L'analyse de l'impact des récents développements de la crise en Zone Euro sur l'UEMOA et la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) permet de tirer les constats majeurs ci-après :

- **au niveau des perspectives macroéconomiques de l'Union**, l'affaiblissement de la demande mondiale accroît les risques de baisse des cours mondiaux des principaux produits exportés par les États membres de l'UEMOA et, à terme, de recul des volumes commercialisés. La matérialisation de ces risques pourrait avoir des effets défavorables sur l'activité économique dans l'Union, ainsi qu'un impact négatif sur l'évolution des recettes fiscales et l'équilibre des finances publiques. Selon les estimations préliminaires, **le taux de croissance du PIB réel de l'Union se situerait à 6,1 % en 2012**, contre une projection initiale de 6,4 %.
- **les mesures de rigueur budgétaire** prises par les pays européens pourraient entraîner un ralentissement des décaissements, voire une réduction de l'aide publique au développement et affecter ainsi l'exécution, dans l'Union, des dépenses d'investissement. En outre, la hausse du chômage en Europe devrait affecter les transferts de fonds des migrants et, corrélativement, les revenus des ménages.
- **concernant le secteur bancaire**, les dernières données disponibles sur la santé financière des filiales de multinationales indiquent des performances appréciables à l'échelle de l'Union, avec des niveaux de liquidité confortables.

Les dirigeants européens ont affiché leur volonté de préserver la valeur de l'euro et de promouvoir la stabilité et la création d'emplois dans la zone. Les mesures déjà mises en œuvre ont permis d'apaiser les tensions sur les marchés financiers. Les efforts déployés actuellement pour crédibiliser le plan de sortie de crise et restructurer la dette de la Grèce, visent cet objectif. Dans un tel contexte, la BCEAO continuera de suivre avec une vigilance accrue l'impact de cette crise. À la lumière de ses manifestations en Europe, les États membres de l'UEMOA devraient envisager une adaptation des politiques budgétaires, en cas de manifestation des risques que sont la baisse du volume de l'aide publique au développement et des recettes d'exportation. L'accent devrait également être mis sur les efforts de mobilisation de l'épargne intérieure pour le financement des investissements et la mise en œuvre de politiques de soutien à la croissance.

## La conjoncture économique et financière du Mali

### ➤ Produit Intérieur Brut - 1,5 %

Depuis le début de l'année 2012, le Mali traverse une grave crise sécuritaire et institutionnelle qui a ouvert une période de transition politique. Cette situation connaît une nouvelle tournure depuis janvier 2013 avec l'intervention militaire française et africaine au Mali. La crise multidimensionnelle a ainsi eu un impact important sur la situation économique, sociale et humanitaire du pays. Aussi, en 2012, les plus récentes estimations tablent sur une **contraction du Produit intérieur brut (PIB) réel de 1,5 %**.

Mais l'impact négatif de la situation d'instabilité politique sur l'activité économique est atténué par la performance des secteurs agricole et aurifère. L'économie est aussi marquée par une résilience appréciable du cadre macro-économique. Les secteurs les plus affectés par la crise sont le domaine tertiaire, en particulier le tourisme et l'hôtellerie.



Espace bureaux à l'Agence Principale.

*Offices at the Central Branch.*

Concernant l'exécution du budget 2012, malgré la crise, le niveau des recettes totales est attendu en légère hausse en 2012 par rapport à 2011. Le secteur de l'investissement public serait le plus durement affecté avec une baisse de 60 % en termes réels. Aussi, les autorités se sont engagées à protéger les dépenses courantes, en particulier pour la prestation des services de base - éducation, santé, agriculture - et les transferts sociaux.

Les perspectives économiques à court terme dépendront fortement des évolutions sur le terrain politique et sécuritaire. Sous l'hypothèse de la poursuite du dynamisme des secteurs agricole et aurifère, le taux de croissance économique pourrait retrouver son niveau tendanciel de 5 % en 2013.

À moyen terme, l'agenda des réformes structurelles devrait être renforcé pour consolider les fondements de la stabilité macro-économique, mais aussi corriger les éléments de vulnérabilité liés à la faible diversification de la production.

En termes de priorités, la relance de l'économie devrait soutenir l'accès aux services sociaux de base pour atténuer l'impact des chocs sur la pauvreté et les indicateurs sociaux. Cependant, une vue d'ensemble de l'économie malienne permet de démontrer que l'agriculture est l'activité à la base du revenu pour environ 80 % de la population. Le mil, le sorgho et le fonio constituent 75 % de la production vivrière. Les autres cultures dépendent plus de la pluviométrie et de la fluctuation des prix. L'activité cotonnière est la source de revenus la plus importante pour les familles paysannes. Le taux de croissance est largement constitué par le revenu agricole, mais surtout par l'accroissement de la production d'or qui se chiffre à 200 milliards de F CFA à l'exportation. Le reste de la croissance économique provient essentiellement de la production d'électricité, de l'eau et des transports et communication.

## Analyse des comptes de bilan et de résultat de l'exercice 2012

Les principaux indicateurs de l'exercice 2012 de la BANK OF AFRICA – MALI (BOA-MALI) s'améliorent par rapport à ceux de l'année 2011, et confirment la progression des activités constatée ces dernières années.

### ➔ Total Bilan + 8,2 %

Le total du bilan au 31 décembre 2012 s'établit à 214 255 095 180 F CFA contre 197 941 782 102 F CFA au 31 décembre 2011, soit une hausse de 8,2 %.

Les dépôts de la clientèle augmentent de 6,7 % sur l'exercice écoulé, et s'affichent à 160 770 696 710 F CFA à la fin de l'exercice 2012 contre 150 733 326 356 F CFA au 31 décembre 2011.

Les dépôts à vue, dans cet ensemble, s'établissent à 90 634 199 289 F CFA au 31 décembre 2012 contre 85 465 681 248 F CFA au 31 décembre 2011, soit une légère hausse de 6,1 %.

Les dépôts à terme connaissent une baisse de 9,7 % en passant de 32 057 778 293 F CFA en décembre 2011 à 28 955 397 994 F CFA, un an plus tard.

Les comptes d'épargne à vue, avec un accroissement de 24 % au cours de l'exercice 2012, passent de 33 209 866 815 F CFA au 31 décembre 2011 à 41 181 099 427 F CFA au 31 décembre 2012, grâce à l'attrait qu'exerce toujours la BOA-MALI sur la clientèle des Particuliers.

La structure des ressources reste inchangée : les comptes sur livret et les comptes à vue représentent toujours la part prépondérante de nos ressources avec 79,5 % en décembre 2012 contre 77,1 % en décembre 2011.



Espace attente à l'Agence Principale.  
Waiting area at the Central Branch.

Le nombre de comptes ouverts et actifs passe de 113 068 unités au 31 décembre 2011 à 133 382 unités au 31 décembre 2012, soit une augmentation de 18 % ; cette hausse significative touche tous les types de comptes et est le fait de l'action commerciale menée tout au long de l'année.

Les dettes interbancaires augmentent de 15 %, compte tenu de la baisse de la collecte de ressources, et sont passées de 21 609 852 807 F CFA au 31 décembre 2011 à 24 859 905 095 F CFA au 31 décembre 2012.



À droite, le siège de la BOA-MALI et l'Agence Principale.

*On the right of photo, the BOA-MALI Head office and Central Branch.*

**Les autres passifs** ont augmenté de 76,1 % en 2012, en passant de 4 419 933 249 F CFA au 31 décembre 2011 à 7 785 031 868 F CFA au 31 décembre 2012.

**Les provisions pour risques et charges** s'établissent à 1 320 471 858 F CFA au 31 décembre 2012 contre 1 595 832 497 F CFA au 31 décembre 2011 ; elles sont composées en partie par des provisions pour charges de retraite.

**Les Fonds pour Risques Bancaires Généraux** demeurent inchangés et s'élèvent à 1 080 000 000 F CFA en décembre 2012 et 2011.

**Les réserves avant répartition du bénéfice de l'exercice 2012** font ressortir une hausse de 11 % en passant de 2 729 030 386 F CFA au 31 décembre 2011 à 3 028 170 846 F CFA au 31 décembre 2012.

**Les engagements de la clientèle**, engagements directs et engagements par signature confondus, s'élèvent au 31 décembre 2012 à 177 671 117 427 F CFA contre 149 736 650 979 F CFA au 31 décembre 2011, soit une hausse significative de 18,7 % portant sur les engagements directs et sur les engagements indirects.

**Les prêts et avances** connaissent une hausse de 14,9 % en s'élevant de 109 512 686 874 F CFA au 31 décembre 2011 à 125 882 457 559 F CFA au 31 décembre 2012.

**Les comptes ordinaires débiteurs** font ressortir une hausse de 45,9 % en passant de 20 104 179 039 F CFA au 31 décembre 2011 à 29 322 469 196 F CFA au 31 décembre 2012.

**L'encours des effets escomptés** s'établit à 11 003 011 667 F CFA au 31 décembre 2012 contre 5 139 059 366 F CFA au 31 décembre 2011, soit une hausse de 114 %.

**Les engagements par signature** connaissent une hausse de 26,7 % en s'établissant au 31 décembre 2012 à 44 463 578 710 F CFA contre 35 084 904 739 F CFA au 31 décembre 2011.

L'encours des cautions émises s'accroît de 57 % d'une fin d'exercice à l'autre en passant de 26 159 029 653 F CFA à 41 105 794 625 F CFA. L'encours de lettres de crédit s'établit à 3 357 784 085 F CFA à fin 2012 contre 8 925 875 086 FCFA à fin 2011, soit une baisse de 62,4 %.

**Les titres de placement** s'élèvent à 20 335 360 683 F CFA au 31 décembre 2012 contre 29 608 304 553 F CFA à la fin de l'exercice précédent, soit une baisse de 31,3 %.

**Les immobilisations financières** passent de 1 553 129 920 F CFA au 31 décembre 2011 à 1 478 318 825 F CFA au 31 décembre 2012, soit une baisse de 4,8 %.

**Les immobilisations incorporelles** enregistrent une hausse de 13,5 %, passant de 249 461 000 F CFA au 31 décembre 2011 à 283 075 019 au 31 décembre 2012, du fait de la comptabilisation des dépôts et cautionnements dans les immobilisations financières.

**Les immobilisations corporelles** s'élèvent à 11 437 893 548 F CFA au 31 décembre 2012 contre 11 276 079 126 F CFA au 31 décembre 2011.

## ➤ Produits d'exploitation + 9,4 %

**Les produits d'exploitation** ont augmenté de 9,4 % en 2012, en passant de 20 261 749 903 F CFA au 31 décembre 2011 à 22 160 089 204 F CFA au 31 décembre 2012.

**Les intérêts et produits assimilés** augmentent de 25 % en atteignant 13 828 482 991 F CFA au 31 décembre 2012 contre 11 045 055 935 F CFA au 31 décembre 2011.



Le Bureau d'une station service TOTAL à Bamako.  
*Office at a TOTAL service station in Bamako.*

**Les commissions** s'élèvent à 2 671 064 154 F CFA au 31 décembre 2012 contre 2 592 571 630 F CFA au 31 décembre 2011, soit une hausse de 3 %.

**Les produits sur les opérations financières**, qui regroupent essentiellement les produits sur les titres de placement, les produits sur les opérations de change et les produits sur les opérations hors bilan, baissent de 18,4 % en passant de 5 034 933 312 F CFA à 4 106 187 911 F CFA.

**Les produits généraux d'exploitation** augmentent de 29,7 % en s'établissant à 590 477 048 F CFA au 31 décembre 2012 contre 455 309 450 F CFA au 31 décembre 2011.

**Les produits exceptionnels** s'élèvent au 31 décembre 2012 à 145 750 392 F CFA contre 97 196 175 F CFA l'année précédente.

**Les profits sur exercices antérieurs** s'établissent à 525 550 724 F CFA à fin 2012 contre 142 795 649 F CFA un an auparavant.

**Les charges d'exploitation** (hors amortissements) progressent de 13 % en passant de 13 378 127 007 F CFA au 31 décembre 2011 à 15 116 638 704 F CFA au 31 décembre 2012.

**Les charges bancaires**, qui rassemblent les intérêts et charges assimilées, les commissions, les charges sur opérations financières, les charges sur crédit-bail et les charges diverses d'exploitation bancaires s'accroissent de 1 % en s'élevant au 31 décembre 2012 à 5 170 320 540 F CFA contre 5 056 572 733 F CFA au 31 décembre 2011.



Le Bureau de la station service Total Lafiabougou.  
The Lafiabougou office at a TOTAL service station.

Les **frais généraux d'exploitation** connaissent une hausse de 20,3 % au cours de l'exercice 2012 en s'établissant à 10 009 318 164 F CFA au 31 décembre 2012 contre 8 321 554 274 F CFA au 31 décembre 2011.

Les **frais de personnel** croissent de 26,8 % en passant de 3 987 135 456 F CFA au 31 décembre 2011 à 5 056 638 735 F CFA au 31 décembre 2012.

Les **autres frais généraux** augmentent de 14,3 % en évoluant de 4 334 418 818 F CFA au 31 décembre 2011 à 4 952 679 429 F CFA au 31 décembre 2012.

Le **bénéfice brut** (le bénéfice avant impôt et avant éléments exceptionnels et sur exercices antérieurs) s'établit à 3 048 343 961 F CFA au 31 décembre 2012 contre 3 475 710 579 F CFA au 31 décembre 2011, soit une baisse de 12,3 %.

Le **bénéfice net de l'exercice 2011** s'élève à 1 505 745 552 F CFA contre un montant de 1 994 269 734 F CFA pour celui de l'exercice 2011, après le paiement d'un impôt sur les bénéfices de 540 366 993 F CFA cette année contre 782 539 276 F CFA l'année dernière et une dotation aux amortissements de 2 050 273 627 F CFA en 2012 contre 1 504 989 034 F CFA en 2011.

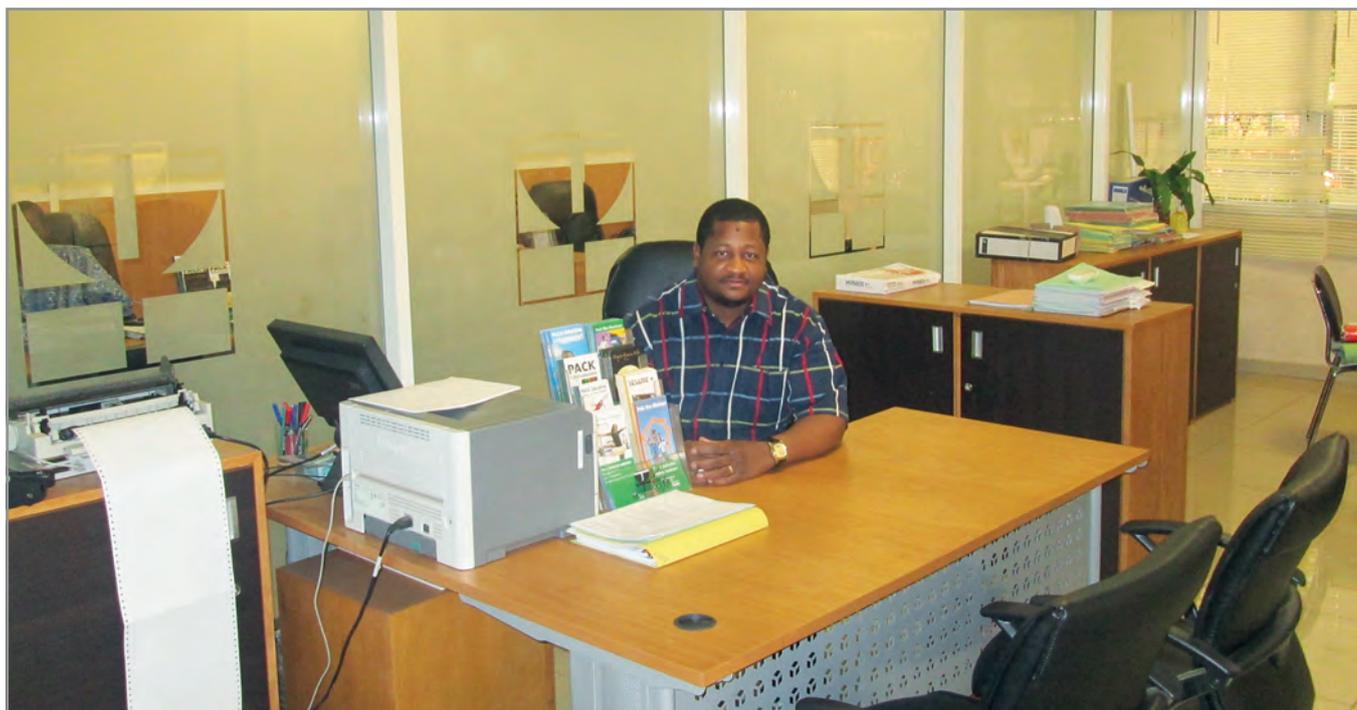
Au vu de ce bénéfice 2012 et du report à nouveau antérieur de 909 812 501 F CFA, le Conseil d'Administration vous propose, après constitution de la réserve légale de 15 % du bénéfice annuel réalisé, soit 225 861 833 F CFA :

- la **distribution de 70 % du résultat net** soit 1 080 000 000 F CFA par le versement d'un dividende brut de 1 500 F CFA par action sur les 720 000 actions ayant droit de jouissance en 2012 soit un dividende net de 1 350 F CFA par action après l'IRVM ;
- l'**affectation du solde en report à nouveau**, soit 1 109 696 220 F CFA.

## ➤ Fonds Propres + 7,4 %

Après répartition, les fonds propres de la BOA-MALI augmentent de 7,4 % et s'élèveront à 16 077 705 386 F CFA en 2012 contre 14 968 009 166 F CFA en 2011 ; ces fonds propres après répartition représentent 7,5 % du total du bilan de la Banque au 31 décembre 2012.

La BOA-MALI, malgré le contexte particulier du pays suite à la crise socio-politique de mars 2012, a connu une belle croissance de son activité et cela dans tous les domaines. Toutefois, les difficultés rencontrées par les clients tant Particuliers qu'Entreprises, se sont traduites par un niveau d'impayés et de comptes gelés important nous contraignant à déclasser 3 569 millions de F CFA soit + 39,5 % par rapport à 2011, et de provisionner 3 024 millions de F CFA, soit + 45,2 % par rapport à 2011.



**Un Chargé de clientèle de l'Agence Principale, à Bamako.**

*Customer service officer at the Central Branch, in Bamako.*

Dans le cadre de son Plan Triennal de Développement (PTD) 2013/2015, en tenant compte de la situation du Mali, nous avons pris l'option de poursuivre modérément notre croissance en terme de collecte, de crédits et d'ouverture de comptes, tout en restant à périmètre constant tant au niveau du personnel que du réseau de points de vente.

Nous nous donnons comme priorité d'améliorer notre rentabilité par la qualité des engagements malgré la croissance recherchée, le contrôle rigoureux des charges d'exploitation et le renforcement de la qualité de nos ressources humaines.

Le succès de cette mission repose sur la formation, la motivation et la rigueur des femmes et des hommes qui constituent le personnel de la Banque et dont ceux-ci ont fait preuve au cours de cette année 2012.

Qu'ils en soient donc tous remerciés, et encouragés à poursuivre et renforcer cette mobilisation et cet engagement en faveur de leur Banque.

Enfin, le Conseil d'Administration remercie les actionnaires pour leur confiance et leur soutien permanent et sans réserve, et souhaite que celui-ci se maintienne et se renforce au cours des exercices à venir.

# Report by the Board of Directors

to the Annual General Meeting held on 30 March 2013

## Economic & financial trends during fiscal year 2012

### A brief overview of the international environment

2012 was marked in particular by the turn for the worse in the European crisis as well as the return of recession in Japan and the slowdown in emerging economies, China in particular. All in all, global growth slowed in 2012 but appeared to bottom out at 2.9%, after 3.7% in 2011.

#### **Euro zone**

As in 2011, the Euro zone debt crisis overshadowed the global economy in 2012. It moved from the financial sphere to the real economy and its gradual spread throughout the euro zone plunged Europe into recession and undermined medium-term growth prospects. The slowdown in economic activity in China during spring and the recession in Japan also played a decisive role in the trajectory of the global economy.

#### **Asia**

While the risk of a plummeting of the **Chinese economy** ultimately faded, the Japanese economy suffered from the slowdown in the global economy, the yen's high valuation until autumn, and, probably even more, geopolitical tensions with China.

#### **United States**

US growth stabilised at a moderate pace at about 2% annually.

#### **Emerging markets**

Emerging markets, which had held up well on the whole in 2011, suffered to varying degrees from the slowdown in global trade as well as in international bank financing, due to the difficulties of European banks. Forced to seek out domestic sources of growth, external imbalances re-emerged or worsened in countries such as Brazil and India.

#### **Africa**

In Africa, whose growth has been driven since independence mainly by the production and export of basic goods, the more robust growth since 2000 is due to improvements in macroeconomic management, good governance, institutional reforms, and the lower incidence of armed conflicts, so much so that, in addition to basic goods, other sectors are making a growing contribution to growth, such as manufacturing, financial services, modern telecommunications and tourism.

The negative impact of the triple crisis that occurred from 2005 to 2009 continued to be felt in the sectors of food, energy and finances, and the Euro zone sovereign debt crisis worsened imbalances even more in the global economy.

Africa's rapid and robust recovery in the aftermath of global crises has slowed, with growth coming in at 2.7% in 2011, due to political unrest in North Africa. However, even with uncertainties hanging over the global economy, Africa is expected to grow by 5.1% in 2012 and remain robust in the medium term. Thanks to this renewed growth, Africa is no longer the world's slowest-growing region but, rather one of its fastest-growing ones, and has confirmed its potential as a hub of global growth.

### **Economies of the West African Economic and Monetary Union (WAEMU)**

The following main conclusions can be drawn from an analysis of the impact of recent developments in Euro zone crisis on the WAEMU and the Central Bank of West African States (CBWAS):

- **Regarding the WAEMU's macroeconomic outlook**, weakening global demand has exacerbated the risks of falling global prices of the main products exported by WAEMU's member states and, ultimately, a decline in volumes sold. If these risks are borne out, they could have negative effects on the WAEMU's economic activity, as well as on tax receipts and the state of public finances. According to preliminary estimates, **WAEMU GDP growth is expected to come in at 6.1% in 2012**, vs. an initial projection of 6.4%.

- **Austerity policies** in European countries could lead to spending cuts and even a reduction in public development assistance and thus affect the implementation of investment spending in the WAEMU. Moreover, increased unemployment in Europe is likely to affect migrant worker remittances and, as a corollary, household income.

- **In the banking sector**, the latest available data on the financial health of subsidiaries of multinationals suggest appreciable performance in the WAEMU overall, with comfortable levels of liquidity.

European officials have stated their intention of maintaining the euro's value and promoting stability and job creation in the Euro zone. Measures already taken have eased tensions on the financial markets. This is the objective of the current efforts to lend credibility to the crisis resolution plan and to restructure Greek debt. In such an environment, the CBWAS will continue to closely monitor the impact of this crisis. In reaction to these developments in Europe, CBWAS member-states are likely to consider adapting fiscal policies in the event that risks emerge, such as declining volumes in public development assistance and export receipts. The focus is also likely to be on mobilising domestic savings to finance investments and on implementing pro-growth policies.

### The economic and financial picture in Mali

Since the start of 2012, Mali has experienced a serious security and institutional crisis, which has opened a period of political transition. This situation has taken a new turn since January 2013, with the French and African military intervention in Mali. The multi-faceted crisis thus had a major impact on the country's economic, social and humanitarian situation. As a result, the most recent estimates suggest a **1.5% contraction in Gross Domestic Product (GDP)**.

However, the negative impact of the politically unstable situation on economic activity has been offset by the performance of the farming and gold sectors. The economy has thus shown appreciable resiliency to the macroeconomic environment. The sectors most affected by the crisis are the service industries, in particular tourism and hotels.

## Financial statements and balance sheet analysis for fiscal year 2012

Regarding the execution of the 2012 budget, despite the crisis, total receipts are expected to rise slightly in 2012 vs. 2011. Public investment is estimated to have been the hardest hit, with a 60% decline in real terms. In response, the authorities have pledged to protect current expenditure, in particular for the provision of basic services (education, healthcare, and agriculture) and social entitlements.

The short-term economic outlook will depend closely on political and security developments. Assuming that the farming and gold sectors remain strong, economic growth could recover its 5% trend rate in 2013.

In the medium term, the structural reform agenda will have to be reinforced in order to consolidate the base of macroeconomic stability and to adjust the factors of vulnerability created by the diversification in production.

In terms of priorities, the restarting of the economy should support access to basic social services and thus offset the impact of shocks to poverty levels and social indicators. However, an overview of the Malian economy shows that agriculture provides basic income for about 80% of the population. Millet, sorghum and fonio account for 75% of subsistence output. Other crops are more dependent on rainfall and price fluctuations. Cotton is the largest source of income for rural families. Economic growth is driven mainly by agricultural income and the increase in gold output, exports of which were valued at CFAF 200 billion. The rest of economic growth comes mainly from power generation, water and transport and communication.

**The main indicators of BANK OF AFRICA – MALI (BOA-MALI) improved from 2011 to 2012, with activity continuing to improve, as it has over the past several years.**

**Total assets** at 31 December 2012 expanded by 8.2% to CFAF 214,255,095,180 from CFAF 197,941,782,102 at 31 December 2011.

**Customer deposits** rose by 6.7% last year to CFAF 160,770,696,710 at yearend-2012 from CFAF 150,733,326,356 at 31 December 2011.

**Demand deposits** within this figure came to CFAF 90,634,199,289 at 31 December 2012, a 6.1% increase over the CFAF 85,465,681,248 figure of 31 December 2011.

**Term deposits** shrank by 9.7%, from CFAF 32,057,778,293 in December 2011 to CFAF 28,955,397,994 one year later.

**Demand savings accounts** rose by 24% in 2012, from CFAF 33,209,866,815 at 31 December 2011 to CFAF 41,181,099,427 at 31 December 2012, thanks to BOA-MALI's continued attractiveness with retail customers.

**The breakdown in deposits was unchanged:** savings and demand deposits continued to account for most deposits, at 79.5% in December 2012 vs. 77.1% in December 2011.

**The number of open and active accounts** rose by 18%, from 113,068 at 31 December 2011 to 133,382 at 31 December 2012; this significant increase was seen in all types of accounts and was due to marketing activity throughout the year.

**Interbank liabilities** rose by 15%, from CFAF 21,609,852,807 at 31 December 2011 to CFAF 24,859,905,095 at 31 December 2012, due to the decline in new deposits.

**Other liabilities** increased by 76.1% in 2012, from CFAF 4,419,933,249 at 31 December 2011 to CFAF 7,785,031,868 at 31 December 2012.

**Provisions for risks and losses** came to CFAF 1,320,471,858 at 31 December 2012 vs. CFAF 1,595,832,497 at 31 December 2011; they consist in part of pension liability provisions.

**Funds for general banking risks** were unchanged at CFAF 1,080,000,000 in December 2012 and 2011.

**Reserves before distribution of income for 2012** were increased by 11%, from CFAF 2,729,030,386 at 31 December 2011 to CFAF 3,028,170,846 at 31 December 2012.

**Customer loans**, including direct loans and off-balance sheet liabilities came to CFAF 177,671,117,427 at 31 December 2012 from CFAF 149,736,650,979 at 31 December 2011, a significant 18.7% increase in direct and indirect loans.

**Loans and advances** increased by 14.9% to CFAF 109,512,686,874 at 31 December 2011 to CFAF 125,882,457,559 at 31 December 2012.

**Customer overdrafts** rose by 45.9%, from CFAF 20,104,179,039 at 31 December 2011 to CFAF 29,322,469,196 at 31 December 2012.

**The balance of discounted bills** increased by 114% to CFAF 11,003,011,667 at 31 December 2012 from CFAF 5,139,059,366 at 31 December 2011.

**Off-balance sheet commitments** rose by 26.7% to CFAF 44,463,578,710 at 31 December 2012 from CFAF 35,084,904,739 at 31 December 2011.

**Sureties issued** increased by 57% year-on-year, from CFAF 26,159,029,653 to CFAF 41,105,794,625. The volume of letters of credit came to CFAF 3,357,784,085 at the end of 2012 vs. CFAF 8,925,875,086 at end-2011, hence a 62.4% increase.

**Investment securities** decreased by 31.3% to CFAF 20,335,360,683 at 31 December 2012 from CFAF 29,608,304,553 at the end of the previous financial year.

**Financial assets** declined by 4.8%, from CFAF 1,553,129,920 at 31 December 2011 to CFAF 1,478,318,825 at 31 December 2012.

**Intangible assets** expanded by 13.5%, from CFAF 249,461,000 at 31 December 2011 to CFAF 283,075,019 at 31 December 2012, due to the recognition of deposits and sureties under long-term financial assets.

**Tangible assets** came to CFAF 11,437,893,548 at 31 December 2012 vs. CFAF 11,276,079,126 at 31 December 2011.

**Operating income** rose by 9.4% in 2012, from CFAF 20,261,749,903 at 31 December 2011 to CFAF 22,160,089,204 at 31 December 2012.

**Interest and related income** increased by 25% to CFAF 13,828,482,991 at 31 December 2012 from CFAF 11,045,055,935 at 31 December 2011.

**Commissions** increased by 3% to CFAF 2,671,064,154 at 31 December 2012 from CFAF 2,592,571,630 at 31 December 2011.

**Income on financial transactions**, which mainly includes income on investment securities, income on currency transactions and income from off-balance sheet transactions, fell by 18.4%, from CFAF 5,034,933,312 to CFAF 4,106,187,911.

**Operating overheads** rose by 29.7% to CFAF 590,477,048 at 31 December 2012 from CFAF 455,309,450 at 31 December 2011.

**Exceptional income** came to CFAF 145,750,392 at 31 December 2012, vs. CFAF 97,196,175 one year earlier.

**Income from previous fiscal years** came to CFAF 525,550,724 at the end of 2012 vs. CFAF 142,795,649 one year earlier.

**Operating expenses** (excluding amortisation) rose by 13%, from CFAF 13,378,127,007 at 31 December 2011 to CFAF 15,116,638,704 at 31 December 2012.

**Banking expenses**, which include interest and related expenses, commissions, financial transaction expenses, leasing expenses and various bank operating expenses, rose by 1% to CFAF 5,170,320,540 at 31 December 2012 vs. CFAF 5,056,572,733 at 31 December 2011.

**General operating expenses** rose by 20.3% in 2012 to CFAF 10,009,318,164 at 31 December 2012 from CFAF 8,321,554,274 at 31 December 2011.

**Personnel costs** rose by 26.8%, from CFAF 3,987,135,456 at 31 December 2011 to CFAF 5,056,638,735 at 31 December 2012.

**Other general expenses** increased by 14.3%, from CFAF 4,334,418,818 at 31 December 2011 to CFAF 4,952,679,429 at 31 December 2012.

**Operating income** (i.e., pre-tax income before exceptional items from previous years) fell by 12.3%, to CFAF 3,048,343,961 at 31 December 2012 from CFAF 3,475,710,579 at 31 December 2011.

**Net income for 2012** came to CFAF 1,505,745,552 vs. CFAF 1,994,269,734 in 2011, after payment of CFAF 540,366,993 in corporate income tax, vs. CFAF 782,539,276 one year earlier, and CFAF 2,050,273,627 in amortisation, vs. CFAF 1,504,989,034 in 2011.

In light of this profit for 2012 and the previous balance carried forward of CFAF 909,812,501, the Board of Directors proposes, after placing 15% of net income, or CFAF 225,861,833 in the legal reserve:

- **to pay out 70% of net income**, i.e., CFAF 1,080,000,000 in the form of a gross dividend of CFAF 1,500 per share on the 720,000 entitled shares in 2012, hence a net dividend of CFAF 1,350 per share after corporate income tax (IRVM).

- **to allocate the rest to the balance carried forward**, i.e., CFAF 1,109,696,220.

After distribution, the shareholders' capital of BOA-MALI rose by 7.4% to CFAF 16,077,705,386 in 2012 from CFAF 14,968,009 in 2011; after distribution, shareholders' capital was equivalent to 7.5% of total assets at 31 December 2012.

Despite the country's particular environment in the aftermath of March 2012 socio-political crisis, BOA-MALI achieved robust growth in every area of its business. However, difficulties encountered by its customers, both retail and business, resulted in a high level of unpaid and frozen accounts, requiring us to write off CFAF 3,569 million, or 39.5% more than in 2011, and to provision CFAF 3,024 million, or 45.2% more than in 2011.

In light of the current situation in Mali, in the 2013-2015 Three-Year Development Plan, we have chosen to moderately pursue our expansion in terms of deposits, loans and account openings, while retaining the same perimeter in both staff headcount and sales outlet numbers.

Our priority is to enhance our profitability through the quality of our commitments even while continuing to expand, and to exercise tight control over operating expenses and to enhance the quality of our human resources.

Successfully meeting this goal will require the training, motivation and diligence of the women and men who comprise the Bank's staff, which the latter demonstrated during 2012.

They are all to be thanked and encouraged to keep up their good work and to maintain their commitment to their Bank.

Finally, the Board of Directors would like to thank the shareholders for their steadfast confidence and unfailing support and trusts that this support will be maintained and strengthened in the coming years.

# Rapport Général des Commissaires aux Comptes

## Exercice clos le 31 décembre 2012

En exécution du mandat de Commissaire aux Comptes qui nous a été confié par votre Assemblée Générale Ordinaire du 14 juin 2007 et en application des dispositions de la loi N° 08/043 portant loi bancaire en République du Mali, des instructions de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), des normes de contrôle légal des comptes généralement admises sur le plan international, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport sur :

- le contrôle légal des comptes de la BANK OF AFRICA – MALI (BOA-MALI) au titre de l'exercice 2012, tels qu'ils sont présentés en annexe ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi ;
- le respect de la réglementation bancaire ;
- le fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne au titre de l'exercice 2012.

La préparation des états financiers relève de la responsabilité de la Direction Générale de la BOA-MALI. Les comptes sont arrêtés sous la responsabilité des membres du Conseil d'Administration. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre contrôle légal des comptes.

## 1 Opinion sur les états financiers

Notre examen a été effectué conformément aux normes généralement admises. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Le contrôle légal des comptes consiste à examiner, sur la base de sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les comptes annuels. Il consiste, également, à évaluer les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes annuels et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Nous estimons que le contrôle légal des comptes auquel nous avons procédé fournit une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

**Sur la base des contrôles effectués, nous certifions que les comptes annuels tels que présentés dans le présent rapport sont réguliers, sincères et donnent une image fidèle du résultat et des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Banque à la fin de cet exercice.**

Ces comptes font apparaître :

	En F CFA
Total du bilan	214 255 095 180
Capital social	7 200 000 000
Fonds propres effectifs	13 723 728 899
Résultat net (bénéfice)	1 505 745 552

## 2 Fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne

Conformément aux instructions de la BCEAO, nous avons vérifié l'exercice du gouvernement d'entreprise au sein de la Banque, à savoir le fonctionnement normal des organes sociaux, notamment en ce qui concerne la conformité des statuts aux dispositions de droit commun, le respect des règles statutaires, la régularité de la nomination des dirigeants, et la tenue des réunions des organes, la définition d'une stratégie et d'un plan d'affaires révisés périodiquement dans leur mise en œuvre.

## 2.1. Fonctionnement des organes sociaux et réglementation bancaire

Nos contrôles n'appellent pas de remarque particulière de notre part.

## 2.2. Fonctionnement des organes sociaux et réglementation bancaire

Les faiblesses du contrôle interne décelées ainsi que les recommandations formulées font l'objet d'un rapport séparé destiné à la Direction de la Banque.

# 3 Respect de la réglementation prudentielle

Nous avons procédé à la vérification du dispositif prudentiel imposé par la BCEAO à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2000 en matière de ratios prudentiels.

Les principaux ratios prudentiels de la BOA-MALI se présentent comme suit au 31 décembre 2012 :

RATIOS	NORME	BOA-MALI	RESPECT
REPRÉSENTATION DU CAPITAL SOCIAL MINIMUM	5 000	7 200	OUI
FONDS PROPRES EFFECTIFS SUR RISQUES	MIN 8 %	9,58 %	OUI
DIVISION DES RISQUES :			
• ENGAGEMENTS SUR UNE MÊME SIGNATURE	MAX 75 % FPE	69,66 %	OUI
• TOTAL DES ENGAGEMENTS SUPÉRIEURS OU ÉGAUX À 25 % DES FPE	MAX 8 % FPE	3,036 %	OUI
LIMITATIONS DES PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES AUTRES QUE LES BANQUES, LES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS ET LES SOCIÉTÉS IMMOBILIÈRES AU REGARD :			
• DU CAPITAL DES SOCIÉTÉS ÉMETTRICES (MAX 25 % DU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ ÉMETTRICE)	OLYMPÉ SA	24 %	OUI
• DES FONDS PROPRES DE BASE (MAX 15 % FPB)	AGORA CI	1,82 %	OUI
LIMITATIONS DES IMMOBILISATIONS ET PARTICIPATIONS	MAX 100 % FPE	57,48 %	OUI
LIMITATIONS DES IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION ET DES PARTICIPATIONS DANS LES SOCIÉTÉS IMMOBILIÈRES	MAX 15 % FPB	13,51 %	NON
ENGAGEMENTS DES PRINCIPAUX ACTIONNAIRES, DES DIRIGEANTS ET DU PERSONNEL	MAX 20 % FPE	13,44 %	OUI
COEFFICIENT DE LIQUIDITÉ	MIN 75 %	78,10 %	OUI
COUVERTURE DES EMPLOIS À MOYEN ET LONG TERMES	MIN 75 %	83 %	OUI
STRUCTURE DU PORTEFEUILLE	MIN 60 %	12,88 %	NON

- **structure du portefeuille** : ce ratio, correspondant au rapport des engagements de la Banque ayant reçu l'accord de classement auprès de la **BCEAO** et le total des crédits bruts, est de **12,88 %** contre une norme minimale de 60 % des engagements.

## 3.1. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la circulaire n° 11-2001/CB du 09 janvier 2001 portant sur l'exercice du Commissariat aux Comptes au sein des banques et établissements financiers.

En outre, nous avons procédé au contrôle des dispositions prévues par la circulaire n° 01-2001/CB du 03 avril 2001 portant sur l'amélioration du gouvernement d'entreprise, ainsi que l'instruction n° 01/2007/RB du 2 juillet 2007 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux au sein des organismes financiers.

Les engagements directs et indirects des personnes participant à la direction, à l'administration, à la gérance, au contrôle ou au fonctionnement et aux entreprises privées dans lesquelles les personnes visées ci-dessus exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance, ou détiennent plus du quart du capital social ont fait l'objet d'une analyse spécifique visant à nous assurer du respect des prescriptions de l'article 45 de la loi portant réglementation bancaire.

Concernant le rapport de gestion, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans ces documents.

### **Les Commissaires aux Comptes**

Bamako, le 2 mars 2013

**Pour EGCC International**  
**Le Gérant : Serge LEPOULTIER**  
Expert-Comptable  
Commissaire aux Comptes

**Pour SARECI - SARL**  
**Le Gérant : Bourahima SIBY**  
Expert-Comptable  
Commissaire aux Comptes

# Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes

## Exercice clos le 31 décembre 2012

**Conformément aux dispositions des articles 438 et suivants de l'Acte Uniforme OHADA portant sur le Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique, toute convention entre une Société Anonyme et l'un de ses Administrateurs, Directeurs Généraux, ou Directeurs Généraux Adjointes doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.**

Il en est de même des conventions auxquelles un Administrateur ou un Directeur Général ou un Directeur Général Adjoint est indirectement intéressé ou dans lesquelles il traite avec la société par personne interposée.

Sont également soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration, les conventions intervenant entre une société et une entreprise ou une personne morale, si l'un de ses Administrateurs ou un Directeur Général ou un Directeur Général Adjoint de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, Gérant, Administrateur, Administrateur Général, Administrateur Général Adjoint, Directeur Général ou Directeur Général Adjoint de la personne morale contractante.

Le Président du Conseil d'Administration ou le Président Directeur Général avise le Commissaire aux Comptes dans un délai d'un mois à compter de leur conclusion de toute convention autorisée par le Conseil d'Administration et la soumet à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les conventions suivantes sont toujours en vigueur :

### 1. Contrat d'assistance technique avec AFH-SERVICES

**Administrateurs intéressés :** M. Paul DERREUMAUX, M. Mohamed BENNANI.

**Actionnaire :** BOA GROUP.

**Nature et objet :** mise à disposition de personnels détachés permanents : Directeur Général et Conseillers.

### 2. Contrat d'assistance technique avec AGORA MALI S.A.

**Administrateur intéressé :** M. Mohamed BENNANI.

**Actionnaire :** BOA GROUP.

**Nature et objet :** assistance dans tous les domaines de Gestion de la Banque.

Ces conventions réglementées ont été approuvées par l'Assemblée Générale.

**Les Commissaires aux Comptes**

Bamako, le 2 mars 2013

**Pour EGCC InternationalSarl/GHA-EXCO**

**Le Gérant : Serge LEPOULTIER**

Expert-Comptable

Commissaire aux Comptes

**Pour SARECI - SARL**

**Le Gérant : Bourahima SIBY**

Expert-Comptable

Commissaire aux Comptes

PORT TOWER, DAR ES SALAAM-TANZANIA 27TH OF JUNE 2025. 11-45-05



Bilan - Compte de résultat - Résolutions  
Balance sheet - Income Statement - Resolutions

# Bilan comparé des deux derniers exercices (en F CFA)

Actif / Assets	2011*	2012*
<b>CAISSE / CASH</b>	<b>5 737 112 948</b>	<b>5 467 591 604</b>
<b>CRÉANCES INTERBANCAIRES / INTERBANK LOANS</b>	<b>29 794 430 686</b>	<b>23 868 124 975</b>
• À VUE / DEMAND DEPOSITS	15 443 413 497	10 920 854 794
• BANQUE CENTRALE / CENTRAL BANK	11 626 948 534	7 173 024 926
• TRÉSOR PUBLIC, CCP / TREASURY, POST OFFICE BANK		
• AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / OTHER CREDIT INSTITUTIONS	3 816 464 963	3 747 829 868
• À TERME / TERM DEPOSITS	14 351 017 189	12 947 270 181
<b>CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE / CUSTOMER LOANS</b>	<b>114 651 746 240</b>	<b>138 823 384 730</b>
• PORTEFEUILLE D'EFFETS COMMERCIAUX / PORTFOLIO OF DISCOUNTED BILLS	5 139 059 366	11 003 011 667
• CRÉDITS DE CAMPAGNE / SEASONAL CREDIT		
• CRÉDITS ORDINAIRES / ORDINARY CREDIT	5 139 059 366	11 003 011 667
• AUTRES CONCOURS À LA CLIENTÈLE / OTHER CUSTOMER CREDIT FACILITIES	109 512 686 874	96 559 988 363
• CRÉDITS DE CAMPAGNE / SEASONAL CREDIT	429 512 589	518 856 961
• CRÉDITS ORDINAIRES / ORDINARY CREDIT	88 978 995 246	96 041 131 402
• COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS / OVERDRAFTS	20 104 179 039	29 322 469 196
• AFFACTURAGE / FACTORING		1 937 915 504
<b>TITRES DE PLACEMENT / INVESTMENT SECURITIES</b>	<b>29 608 304 553</b>	<b>20 335 360 683</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES / FINANCIAL ASSETS</b>	<b>1 553 129 920</b>	<b>1 478 318 825</b>
<b>CRÉDIT-BAIL &amp; OPÉRATIONS ASSIMILÉES / LEASING &amp; SIMILAR OPERATIONS</b>	<b>693 813 758</b>	<b>485 781 596</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES MISES EN EQUIVALENCE / FINANCIAL ASSETS AT EQUITY VALUE</b>		
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES / INTANGIBLE ASSETS</b>	<b>249 461 000</b>	<b>283 075 019</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES / FIXED ASSETS</b>	<b>11 276 079 126</b>	<b>11 437 893 548</b>
<b>ACTIONNAIRES &amp; ASSOCIÉS / SHAREHOLDERS &amp; ASSOCIATES</b>		
<b>AUTRES ACTIFS / OTHER ASSETS</b>	<b>3 655 432 184</b>	<b>10 867 658 642</b>
<b>COMPTES D'ORDRE &amp; DIVERS / SUNDRY ACCOUNTS</b>	<b>722 271 687</b>	<b>1 207 905 558</b>
<b>ÉCARTS D'ACQUISITION / CONSOLIDATED GOODWILL</b>		
<b>TOTAL DE L'ACTIF / TOTAL ASSETS</b>	<b>197 941 782 102</b>	<b>214 255 095 180</b>
<b>Hors Bilan / Off-Balance-Sheet</b>	<b>2011*</b>	<b>2012*</b>
<b>ENGAGEMENTS DONNÉS / COMMITMENTS GIVEN</b>	<b>35 084 904 739</b>	<b>44 463 578 710</b>
• ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT / CREDIT COMMITMENTS	8 925 875 086	3 357 784 085
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / TO CREDIT INSTITUTIONS		
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE / TO CUSTOMERS	8 925 875 086	3 357 784 085
• ENGAGEMENTS DE GARANTIE / GUARANTEES GIVEN	26 159 029 653	41 105 794 625
• D'ORDRE D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / ON BEHALF OF CREDIT INSTITUTIONS	6 519 401 406	5 615 846 013
• D'ORDRE DE LA CLIENTÈLE / ON BEHALF OF CUSTOMERS	19 639 628 247	35 489 948 612
• ENGAGEMENTS SUR TITRES / COMMITMENTS ON SECURITIES		

# Balance sheet for the last two financial years (in CFAF)

Passif / Liabilities	2011*	2012*
<b>DETTES INTERBANCAIRES / INTERBANK LIABILITIES</b>	<b>21 609 852 807</b>	<b>24 859 905 095</b>
• À VUE / DEMAND DEPOSITS	6 321 315 688	3 567 112 396
• TRÉSOR PUBLIC, CCP / TREASURY, POST OFFICE BANK		
• AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / OTHER CREDIT INSTITUTIONS	6 321 315 688	3 567 112 396
• À TERME / TERM DEPOSITS	15 288 537 119	21 292 792 699
<b>DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE / CUSTOMER DEPOSITS</b>	<b>150 733 326 356</b>	<b>160 770 696 710</b>
• COMPTES D'ÉPARGNE À VUE / SAVINGS DEPOSIT ACCOUNTS	33 209 866 815	41 181 099 427
• COMPTES D'ÉPARGNE À TERME / TIME DEPOSIT ACCOUNTS		
• BONS DE CAISSE / SHORT-TERM BORROWINGS		
• AUTRES DETTES À VUE / OTHER DEMAND DEPOSITS	85 465 681 248	90 634 199 289
• AUTRES DETTES À TERME / OTHER TIME DEPOSIT ACCOUNTS	32 057 778 293	28 955 397 994
<b>DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE / DEBT SECURITIES</b>	<b>1 800 000 000</b>	<b>1 200 000 000</b>
<b>AUTRES PASSIFS / OTHER LIABILITIES</b>	<b>4 419 933 249</b>	<b>7 785 031 868</b>
<b>COMPTES D'ORDRE &amp; DIVERS / SUNDRY ACCOUNTS</b>	<b>1 628 328 026</b>	<b>1 845 234 930</b>
<b>ÉCARTS D'ACQUISITION / CONSOLIDATED GOODWILL</b>		
<b>PROVISIONS POUR RISQUES &amp; CHARGES / RESERVES FOR CONTINGENCIES &amp; LOSSES</b>	<b>1 595 832 497</b>	<b>1 320 471 858</b>
<b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES / STATUTORY PROVISIONS</b>		
<b>FONDS AFFECTÉS / EARMARKED FUNDS</b>		
<b>EMPRUNTS &amp; TITRES SUBORDONNÉS / SUBORDINATED LOANS &amp; SECURITIES</b>		
<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT / INVESTMENT SUBSIDIES</b>		
<b>FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX / RESERVES FOR GENERAL BANKING RISKS</b>	<b>1 080 000 000</b>	<b>1 080 000 000</b>
<b>CAPITAL / CAPITAL</b>	<b>7 200 000 000</b>	<b>7 200 000 000</b>
<b>PRIMES LIÉES AU CAPITAL / SHARE PREMIUMS</b>	<b>2 750 025 820</b>	<b>2 750 025 820</b>
<b>RÉSERVES / RESERVES</b>	<b>2 729 030 386</b>	<b>3 028 170 846</b>
<b>ÉCARTS DE RÉÉVALUATION / REVALUATION DIFFERENCES</b>		
<b>REPORT À NOUVEAU (+/-) / RETAINED EARNINGS (+/-)</b>	<b>401 183 227</b>	<b>909 812 501</b>
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE / NET INCOME</b>	<b>1 994 269 734</b>	<b>1 505 745 552</b>
<b>TOTAL DU PASSIF / TOTAL LIABILITIES</b>	<b>197 941 782 102</b>	<b>214 255 095 180</b>
<b>Hors Bilan / Off-Balance-Sheet</b>	<b>2011*</b>	<b>2012*</b>
<b>ENGAGEMENTS REÇUS / COMMITMENTS RECEIVED</b>	<b>90 384 391 988</b>	<b>81 580 353 976</b>
• ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT / CREDIT COMMITMENTS		
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / RECEIVED FROM CREDIT INSTITUTIONS		
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE / RECEIVED FROM CUSTOMERS		
• ENGAGEMENTS DE GARANTIE / GUARANTEES RECEIVED	90 384 391 988	81 580 353 976
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / RECEIVED FROM CREDIT INSTITUTIONS	6 113 062 371	8 516 472 798
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE / RECEIVED FROM CUSTOMERS	84 271 329 617	73 063 881 178
• ENGAGEMENTS SUR TITRES / COMMITMENTS ON SECURITIES		

# Résultat comparé des deux derniers exercices (en F CFA)

Charges / Expenses	2011*	2012*
<b>INTÉRÊTS &amp; CHARGES ASSIMILÉES / INTEREST &amp; SIMILAR EXPENSES</b>	<b>4 059 431 657</b>	<b>4 321 327 160</b>
• SUR DETTES INTERBANCAIRES / ON INTERBANK LIABILITIES	793 461 984	1 190 263 701
• SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE / ON CUSTOMER DEPOSITS	3 104 618 950	3 032 423 661
• SUR DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE / ON DEBT SECURITIES	161 350 723	98 639 798
• SUR COMPTES BLOQUÉS D'ACTIONNAIRES OU D'ASSOCIÉS & SUR EMPRUNT ET TITRES SUBORDONNÉS ÉMIS / ON SHAREHOLDERS' & ASSOCIATES' BLOCKED ACCOUNTS AND ON SUBORDINATED DEBT		
• AUTRES INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES / OTHER INTEREST & SIMILAR EXPENSES		
<b>CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL &amp; OPÉRATIONS ASSIMILÉES</b> / EXPENSES ON LEASING & SIMILAR OPERATIONS	<b>319 362 566</b>	<b>203 957 389</b>
<b>COMMISSIONS / COMMISSION</b>	<b>120 526 859</b>	<b>133 065 475</b>
<b>CHARGES SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES / EXPENSES ON FINANCIAL OPERATIONS</b>	<b>362 389 471</b>	<b>243 314 386</b>
• CHARGES SUR TITRES DE PLACEMENT / INVESTMENT EXPENSES		
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE CHANGE / FOREIGN EXCHANGE EXPENSES	234 054 459	153 523 724
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE HORS BILAN / OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTION EXPENSES	128 335 012	89 790 662
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE SERVICES FINANCIERS / EXPENSES ON FINANCIAL SERVICE OPERATIONS		
<b>CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE / OTHER BANK OPERATING EXPENSES</b>	<b>194 862 180</b>	<b>205 656 130</b>
<b>FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION / OPERATING OVERHEADS</b>	<b>8 321 554 274</b>	<b>10 009 318 164</b>
• FRAIS DE PERSONNEL / PERSONNEL COSTS	3 987 135 456	5 056 638 735
• AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX / OTHER OVERHEADS	4 334 418 818	4 952 679 429
<b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS &amp; AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS</b> / DEPRECIATION & PROVISIONS ON FIXED ASSETS	<b>1 504 989 034</b>	<b>2 050 273 627</b>
<b>SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES &amp; DU HORS BILAN</b> / DEFICIT ON VALUE ADJUSTMENTS TO LOANS & OFF-BALANCE-SHEET ITEMS	<b>2 145 646 145</b>	<b>2 849 715 510</b>
<b>EXCÉDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX / EXCESS OF PROVISIONING OVER WRITE-BACKS OF GENERAL BANKING RISKS</b>		
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES / EXCEPTIONAL EXPENSES</b>	<b>143 543 373</b>	<b>719 344 102</b>
<b>PERTES SUR EXERCICES ANTÉRIEURS / LOSSES FROM PREVIOUS YEARS</b>	<b>555 358 196</b>	<b>282 887 314</b>
<b>IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES / CORPORATE INCOME TAX</b>	<b>782 539 276</b>	<b>540 366 993</b>
<b>BÉNÉFICE / PROFIT</b>	<b>1 994 269 734</b>	<b>1 505 745 552</b>
<b>TOTAL DES CHARGES / TOTAL EXPENSES</b>	<b>20 504 472 765</b>	<b>23 064 971 802</b>

# Income Statement for the last two financial years (in CFAF)

Produits / Income	2011*	2012*
<b>INTÉRÊTS &amp; PRODUITS ASSIMILÉS / INTEREST &amp; SIMILAR INCOME</b>	<b>11 045 055 935</b>	<b>13 828 482 991</b>
• SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES / ON INTERBANK LOANS	898 294 204	848 755 219
• SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE / ON CUSTOMER LOANS	9 369 279 633	12 073 350 549
• SUR PRÊTS & TITRES SUBORDONNÉS / ON SUBORDINATED LOANS & SECURITIES		
• SUR TITRES D'INVESTISSEMENT / ON INVESTMENT SECURITIES		
• AUTRES INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS / OTHER INTEREST & SIMILAR INCOME	777 482 098	906 377 223
<b>PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL &amp; OPÉRATIONS ASSIMILÉES</b>		
/ INCOME FROM LEASING & SIMILAR OPERATIONS	386 568 634	249 574 665
<b>COMMISSIONS / COMMISSION</b>	<b>2 592 571 630</b>	<b>2 671 064 154</b>
<b>PRODUITS SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES / INCOME FROM FINANCIAL TRANSACTIONS</b>	<b>5 034 933 312</b>	<b>4 106 187 911</b>
• PRODUITS SUR TITRES DE PLACEMENT / INCOME FROM INVESTMENT SECURITIES	1 272 534 942	1 356 751 521
• DIVIDENDES & PRODUITS ASSIMILÉS / DIVIDENDS & SIMILAR INCOME	528 527 056	633 096 375
• PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE CHANGE / INCOME FROM FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	2 289 039 198	1 038 747 906
• PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE HORS BILAN / INCOME FROM OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTIONS	944 832 116	1 077 592 109
<b>PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE / OTHER INCOME FROM BANKING OPERATIONS</b>	<b>747 310 942</b>	<b>714 302 435</b>
<b>PRODUITS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION / GENERAL OPERATING INCOME</b>	<b>455 309 450</b>	<b>590 477 048</b>
<b>REPRISE D'AMORTISSEMENTS &amp; DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS</b>		
/ WRITE-BACK OF DEPRECIATION & PROVISIONS ON FIXED ASSETS	2 731 038	233 581 482
<b>SOLDE EN BÉNÉFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES &amp; DU HORS BILAN</b>		
/ SURPLUS ON VALUE ADJUSTMENTS TO LOANS & OFF-BALANCE-SHEET ITEMS		
<b>EXCÉDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES</b>		
<b>GÉNÉRAUX / EXCESS OF WRITE-BACKS OVER PROVISIONING OF GENERAL BANKING RISKS</b>		
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS / EXCEPTIONAL INCOME</b>	<b>97 196 175</b>	<b>145 750 392</b>
<b>PRODUITS SUR EXERCICES ANTÉRIEURS / INCOME FROM PREVIOUS YEARS</b>	<b>142 795 649</b>	<b>525 550 724</b>
<b>PERTES / LOSS</b>		
<b>TOTAL DES PRODUITS / TOTAL INCOME</b>	<b>20 504 472 765</b>	<b>23 064 971 802</b>

# Résultat comparé des deux derniers exercices (en F CFA)

Produits & Charges	2011*	2012*
<b>INTÉRÊTS &amp; PRODUITS ASSIMILÉS</b>	<b>11 045 055 935</b>	<b>13 828 482 991</b>
• SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES	898 294 204	848 755 219
• SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	9 369 279 633	12 073 350 549
• SUR PRÊTS & TITRES SUBORDONNÉS		
• SUR TITRES D'INVESTISSEMENT		
• AUTRES INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS	777 482 098	906 377 223
<b>PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL &amp; OPÉRATIONS ASSIMILÉES</b>	<b>386 568 634</b>	<b>249 574 665</b>
<b>INTÉRÊTS &amp; CHARGES ASSIMILÉES</b>	<b>-4 059 431 657</b>	<b>-4 321 327 160</b>
• SUR DETTES INTERBANCAIRES	-793 461 984	-1 190 263 701
• SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	-3 104 618 950	-3 032 423 661
• SUR DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	-161 350 723	-98 639 798
• SUR DETTES SUR EMPRUNTS SUBORDONNÉS		
• AUTRES INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES		
<b>CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL &amp; OPÉRATIONS ASSIMILÉES</b>	<b>-319 362 566</b>	<b>-203 957 389</b>
<b>MARGE D'INTÉRÊT</b>	<b>7 052 830 346</b>	<b>9 552 773 107</b>
<b>PRODUITS DE COMMISSIONS</b>	<b>2 592 571 630</b>	<b>2 671 064 154</b>
<b>CHARGES DE COMMISSIONS</b>	<b>-120 526 859</b>	<b>-133 065 475</b>
<b>RÉSULTAT NET DES COMMISSIONS</b>	<b>2 472 044 771</b>	<b>2 537 998 679</b>
<b>RÉSULTATS NETS SUR :</b>		
• OPÉRATIONS SUR TITRES DE PLACEMENT	1 272 534 942	1 356 751 521
• DIVIDENDES & PRODUITS ASSIMILÉS	528 527 056	633 096 375
• OPÉRATIONS DE CHANGE	2 054 984 739	885 224 182
• OPÉRATIONS DE HORS BILAN	816 497 104	987 801 447
<b>RÉSULTAT NET OPÉRATIONS FINANCIÈRES</b>	<b>4 672 543 841</b>	<b>3 862 873 525</b>
<b>AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>747 310 942</b>	<b>714 302 435</b>
<b>AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>-194 862 180</b>	<b>-205 656 130</b>
<b>AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE</b>	<b>455 309 450</b>	<b>590 477 048</b>
<b>AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE</b>		
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>15 205 177 170</b>	<b>17 052 768 664</b>
<b>FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION</b>	<b>-8 321 554 274</b>	<b>-10 009 318 164</b>
• FRAIS DE PERSONNEL	-3 987 135 456	-5 056 638 735
• AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX	-4 334 418 818	-4 952 679 429
<b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS &amp; PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS</b>	<b>-1 504 989 034</b>	<b>-2 050 273 627</b>
<b>REPRISES SUR AMORTISSEMENTS &amp; PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS</b>	<b>2 731 038</b>	<b>233 581 482</b>
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>5 381 364 900</b>	<b>5 226 758 355</b>
<b>RÉSULTAT NET DES CORRECTIONS DE VALEUR</b>	<b>-2 145 646 145</b>	<b>-2 849 715 510</b>
<b>EXCÉDENT NET DES DOTATIONS &amp; REPRISES SUR FRBG</b>		
<b>RÉSULTAT COURANT (AVANT IMPÔT)</b>	<b>3 235 718 755</b>	<b>2 377 042 845</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-46 347 198</b>	<b>-573 593 710</b>
<b>RÉSULTAT SUR EXERCICES ANTÉRIEURS</b>	<b>-412 562 547</b>	<b>242 663 410</b>
<b>IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES</b>	<b>-782 539 276</b>	<b>-540 366 993</b>
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>1 994 269 734</b>	<b>1 505 745 552</b>

# Income Statement for the last two financial years (in CFAF)

Income & Expenses	2011*	2012*
<b>INTEREST &amp; SIMILAR INCOME</b>	<b>11 045 055 935</b>	<b>13 828 482 991</b>
• ON INTERBANK LOANS	898 294 204	848 755 219
• ON CUSTOMER LOANS	9 369 279 633	12 073 350 549
• ON SUBORDINATED LOANS & SECURITIES		
• ON INVESTMENT SECURITIES		
• OTHER INTEREST & SIMILAR INCOME	777 482 098	906 377 223
<b>INCOME FROM LEASING &amp; SIMILAR OPERATIONS</b>	<b>386 568 634</b>	<b>249 574 665</b>
<b>INTEREST &amp; SIMILAR EXPENSES</b>	<b>-4 059 431 657</b>	<b>-4 321 327 160</b>
• ON INTERBANK LIABILITIES	-793 461 984	-1 190 263 701
• ON CUSTOMER DEPOSITS	-3 104 618 950	-3 032 423 661
• ON DEBT SECURITIES	-161 350 723	-98 639 798
• ON SUBORDINATED LOANS AND SECURITIES		
• OTHER INTEREST & SIMILAR EXPENSES		
<b>EXPENSES ON LEASING &amp; SIMILAR OPERATIONS</b>	<b>-319 362 566</b>	<b>-203 957 389</b>
<b>INTEREST MARGIN</b>	<b>7 052 830 346</b>	<b>9 552 773 107</b>
COMMISSION INCOME	2 592 571 630	2 671 064 154
COMMISSION EXPENSES	-120 526 859	-133 065 475
<b>NET RESULT FROM COMMISSION</b>	<b>2 472 044 771</b>	<b>2 537 998 679</b>
<b>NET RESULT FROM</b>		
• INVESTMENT SECURITIES TRANSACTIONS	1 272 534 942	1 356 751 521
• DIVIDENDS & SIMILAR TRANSACTIONS	528 527 056	633 096 375
• FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	2 054 984 739	885 224 182
• OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTIONS	816 497 104	987 801 447
<b>NET INCOME FROM FINANCIAL OPERATIONS</b>	<b>4 672 543 841</b>	<b>3 862 873 525</b>
OTHER INCOME FROM BANKING OPERATIONS	747 310 942	714 302 435
OTHER BANK OPERATING EXPENSES	-194 862 180	-205 656 130
OTHER INCOME FROM NON-BANKING OPERATIONS	455 309 450	590 477 048
OTHER NON-BANKING OPERATING EXPENSES		
<b>NET OPERATING INCOME</b>	<b>15 205 177 170</b>	<b>17 052 768 664</b>
<b>OPERATING OVERHEADS</b>	<b>-8 321 554 274</b>	<b>-10 009 318 164</b>
• PERSONNEL COSTS	-3 987 135 456	-5 056 638 735
• OTHER OVERHEADS	-4 334 418 818	-4 952 679 429
<b>DEPRECIATION &amp; AMORTIZATION &amp; PROVISIONS ON FIXED ASSETS</b>	<b>-1 504 989 034</b>	<b>-2 050 273 627</b>
<b>WRITE-BACK OF DEPRECIATION &amp; AMORTIZATION AND PROVISIONS ON FIXED ASSETS</b>	<b>2 731 038</b>	<b>233 581 482</b>
<b>GROSS OPERATING PROFIT</b>	<b>5 381 364 900</b>	<b>5 226 758 355</b>
NET INCOME FROM VALUE ADJUSTMENTS	-2 145 646 145	-2 849 715 510
EXCESS OF PROVISIONING AND WRITE-BACK OF FUNDS FOR GENERAL BANKING RISKS		
<b>PRE-TAX OPERATING INCOME</b>	<b>3 235 718 755</b>	<b>2 377 042 845</b>
EXTRAORDINARY ITEMS	-46 347 198	-573 593 710
INCOME FROM PREVIOUS YEARS	-412 562 547	242 663 410
CORPORATE INCOME TAX	-782 539 276	-540 366 993
<b>NET INCOME FOR THE YEAR</b>	<b>1 994 269 734</b>	<b>1 505 745 552</b>

\* Exercice / Fiscal year

# Résolutions

Assemblée Générale Ordinaire du 30 mars 2013

## 1 Première Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport du Conseil d'Administration et du Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 2012, les approuve dans toutes leurs parties et approuve les comptes et le bilan de cet exercice, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Cet exercice 2012 se solde donc par un bénéfice de **1 505 745 552 F CFA**, après dotations aux amortissements de **2 050 273 627 F CFA** et paiement de l'impôt sur les bénéfices de **540 366 993 F CFA**.

En outre, l'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article 45 de la loi du 27 juillet 1990 et à l'article 440 de l'Acte Uniforme de l'OHADA, approuve sans réserve ledit rapport.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne quitus à tous les membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et pour les actes accomplis par eux au cours de l'exercice 2012.

Elle donne également quitus aux Commissaires aux Comptes pour l'exécution de leur mandat au cours du même exercice.

Cette première résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

## 2 Deuxième Résolution

Selon les propositions du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, approuve l'affectation comme suit du bénéfice net et du report à nouveau antérieur :

		En F CFA
Résultat de l'exercice	1 505 745 552	
Réserve légale (15 % du résultat net)		225 861 833
Report à nouveau antérieur	909 812 501	
Dividende (15 % du capital)		1 080 000 000
Nouveau report à nouveau		1 109 696 220
Réserves facultatives		0
<b>TOTAL</b>	<b>2 415 558 053</b>	<b>2 415 558 053</b>

Cette deuxième résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

## 3 Troisième Résolution

En application de la précédente résolution, l'Assemblée Générale décide que, après règlement de l'Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM) au taux de 10 % sur le dividende brut, il sera effectivement versé aux actionnaires un dividende brut de 1 500 F CFA, correspondant à une rémunération nette d'impôt de **1 350 F CFA par action de 10 000 F CFA**.

Le paiement de ce dividende s'effectuera au siège social à compter du 22 avril 2013, par estampillage du coupon numéro 24 des actions remis à chaque actionnaire.

Cette troisième résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

## 4 Quatrième Résolution

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, approuve le renouvellement du montant global des indemnités annuelles de fonction des Administrateurs à la somme de 62 971 882 F CFA, la répartition de ce montant étant à la charge du Conseil d'Administration.

Cette quatrième résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité, moins une voix (abstention).

## 5 Cinquième Résolution

À l'issue de cette Assemblée Générale prendra fin le mandat des Administrateurs qui ont été désignés pour une période de 3 ans lors de l'Assemblée Générale qui a statué sur les comptes de l'exercice 2009 ou qui ont été cooptés depuis.

Il est donné quitus plein et entier de l'exécution de leur mandat aux Administrateurs pour cette période de 3 ans. Cette cinquième résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

## 6 Sixième Résolution

Il est proposé de soumettre au vote des actionnaires la liste ci-après des candidats aux postes d'Administrateur pour une nouvelle période de 3 ans, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2015 :

- Monsieur Paul DERREUMAUX
- Monsieur Mohamed BENNANI
- Monsieur Alpha Hampaté GAMBY
- Monsieur Ernest RICHARD
- Monsieur Mamadou MAIGA
- Monsieur Mamadou KA
- Monsieur Léon NAKA
- Monsieur Abderrazzak ZEBDANI
- Monsieur Hachem BOUGHALEB
- Monsieur Serge KAPNIST, représentant BOA WEST AFRICA
- Monsieur Oumar KOUMA
- Société ATTICA

Cette sixième résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

## 7 Septième Résolution

Le mandat des Cabinets SARECI et EGCC International, Commissaires aux Comptes titulaires et SEC DIARRA et Moussa SACKO, Commissaires aux Comptes suppléants venant à expiration à l'issue de cette Assemblée, il est procédé à la désignation des Commissaires aux Comptes pour une nouvelle période de 3 ans :

- les Cabinets SARECI et EGCC International en qualité de Commissaires aux Comptes titulaires ;
- les Cabinets SEC DIARRA et Moussa SACKO en qualité de Commissaires aux Comptes suppléants.

L'Assemblée Générale approuve la nomination pour une période de 3 ans des Cabinets SARECI et EGCC International en qualité de Commissaires aux Comptes titulaires, et des Cabinets SEC DIARRA et Moussa SACKO en qualité de Commissaires aux Comptes suppléants, sous réserve de l'obtention de l'agrément préalable de la Commission Bancaire de l'UMOA.

Cette septième résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

## 8 Huitième Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire confère à tout porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie du procès-verbal de la présente Assemblée, tous pouvoirs à l'effet d'accomplir tous dépôts, publicités et formalités légales.

Cette huitième résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

# Resolutions

Annual General Meeting held on 30 March 2013

## 1 First Resolution

Having reviewed the Board of Directors' report and the external auditors' general report on fiscal year 2012, the Annual General Meeting approved all parts of the reports and the financial statements and results as presented, as well as the operations reflected in these statements and summarised in these reports. Fiscal year 2012 closed with a profit of **CFAF 1,505,745,552** after amortizations of **CFAF 2,050,273,627**, and corporate income tax of **CFAF 540,366,993**.

In addition, after reviewing the external auditors' special report on agreements covered by article 35 of the law of 27 July 1990 and article 440 of the OHADA Uniform Act, the Meeting unreservedly approved this report.

Consequently, the Annual General Meeting ratified the management and the actions of all members of the Board of Directors during the year to 31 December 2012.

The Meeting also ratified the execution of the external auditors' mission in the fiscal year.

This first proposal was put to the vote and unanimously adopted.

## 2 Second Resolution

Following deliberation, the Annual General Meeting approved the Board of Directors' proposal to allocate all net profits for the year and the previous balance brought forward as follows:

		In CFAF
Income profits for the period	1,505,745,552	
Legal reserve (15% of net income)		225,861,833
Previous balance brought forward	909,812,501	
Dividend (15% of share capital)		1,080,000,000
New balance brought forward		1,109,696,220
Optional reserves		0
<b>TOTAL</b>	<b>2,415,558,053</b>	<b>2,415,558,053</b>

This second proposal was put to the vote and unanimously adopted.

## 3 Third Resolution

In application of the previous resolution, the Annual General Meeting hereby decides that, after paying the IRVM tax on securities revenue at a rate of 10% of the gross dividend, shareholders will be paid a CFAF 1,500 gross dividend, hence an after tax payment of **CFAF 1,350 per CFAF 10,000 share**.

The dividend will be paid at the Bank's headquarters as of 22 April 2013, on stamping of coupon 24 of the share certificate held by each shareholder.

This third proposal was put to the vote and unanimously adopted.

## 4 Fourth Resolution

The Annual General Meeting approved the Board of Directors' proposal to renew the total annual post allowance of CFAF 62,971,882 for the Directors, the distribution being left to the Board of Directors' discretion.

This fourth proposal was put to the vote and unanimously adopted.

## 5 Fifth Resolution

After this Annual General Meeting, the terms will end of Directors appointed for three years at the Annual General Meeting held to approve the accounts of the 2009 fiscal year or who have been co-opted since then.

Directors for this three-year period are given full discharge in the execution of their mandate.

This fifth resolution was approved unanimously by voice vote (less one abstention).

6

## Sixth Resolution

*It was proposed that the shareholders vote on the following list of candidates to be appointed as Directors for a new three-year term, expiring after the Annual General Meeting held to review the accounts for the year to 31 December 2015:*

- *Mr Paul DERREUMAUX*
- *Mr Mohamed BENNANI*
- *Mr Alpha Hampaté GAMBY*
- *Mr Ernest RICHARD*
- *Mr Mamadou MAIGA*
- *Mr Mamadou KA*
- *Mr Léon NAKA*
- *Mr Abderrazzak ZEBDANI*
- *Mr Hachem BOUGHALEB*
- *Mr Serge KAPNIST, representing BOA WEST AFRICA*
- *Mr Oumar KOUMA*
- *The company ATTICA*

*This sixth proposal was put to the vote and unanimously adopted.*

7

## Seventh Resolution

*As the terms of the SARECI and EGCC International firms, Statutory Auditors, and SEC DIARRA and Moussa SACKO firms, Substitute Statutory Auditors, will expire after this Annual General Meeting, Statutory Auditors are hereby appointed for a new three-year term:*

- *SARECI and EGCC International firms as Statutory Auditors;*
- *SEC DIARRA and Moussa SACKO firms as Substitute Statutory Auditors.*

*The Annual General Meeting approves the appointment for a three-year term of the SARECI and EGCC International firms as Statutory Auditors, and the SEC DIARRA and Moussa SACKO firms as Substitute Statutory Auditors, subject to the prior approval of the WAMU Banking Commission.*

*This seventh proposal was put to the vote and unanimously adopted.*

8

## Heighth Resolution

*The Annual General Meeting conferred on all holders of an extract, an original, or a copy of the minutes of the present Meeting, all powers to publish any notices or carry out any necessary filings and legal formalities.*

*This eighth proposal was put to the vote and unanimously adopted.*

# Annexes

## 1 / NOTES SUR LES PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

### PRÉSENTATION DES COMPTES

Les comptes annuels de la BANK OF AFRICA – MALI (BOA-MALI) sont établis selon les règles définies par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) dans le règlement applicable aux banques des États de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) depuis 1990.

Les comptes sociaux au 31 Décembre 2012 ont été présentés selon les mêmes méthodes d'évaluation que celles de l'exercice précédent et sont conformes dans leur forme et leur présentation aux recommandations de la profession bancaire et à celles de la BCEAO.

Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques.

### CONVERSION DES COMPTES DU BILAN LIBELLÉS EN DEVISES

Les créances et les dettes ainsi que les engagements hors bilan libellés en devises sont convertis en F CFA au cours de change du 31 décembre 2012 cours communiqués par l'Agence Nationale de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

### LES OPÉRATIONS ET POSITIONS EN DEVISES

Les opérations de change sont évaluées à chaque arrêté ou au terme des achats et ventes de devises chez les correspondants, et le résultat de change est enregistré directement au compte de résultat.

Les intérêts, commissions et frais sur les opérations en devises sont couverts et comptabilisés en F CFA dès la réception des avis d'encaissement ou paiement.

### LES INTÉRÊTS ET LES COMMISSIONS BANCAIRES

Les produits et charges ont fait l'objet de décomptes et sont rattachés à la période concernée conformément aux principes de la séparation des exercices.

Les intérêts sur créances en souffrance échappent à ce principe de comptabilisation et sont constatés pour mémoire.

### COMPTES DE LA CLIENTÈLE

Le classement des comptes clientèle par activités, sociétés, collectivités, particuliers, comptes des actionnaires, comptes à terme, etc., n'a pas subi de modification.

Les crédits à la clientèle comprennent, d'une part les créances commerciales, les crédits à court, moyen et long terme et, d'autre part, les comptes débiteurs de la clientèle.

Tous les comptes débiteurs en souffrance ont fait l'objet d'une attention particulière et des provisions pour dépréciation conséquentes ont été constituées. Le taux retenu varie entre 34 et 100 % selon la nature du risque et suivant les recommandations de la Banque Centrale. Le taux moyen des provisions au 31 décembre 2012 est de 91,11 %.

Les provisions pour dépréciation antérieurement constituées non utilisées ou devenues sans effet ont fait l'objet de reprises et viennent donc améliorer les résultats.

### LES IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements y afférents sont calculés sur la durée de vie probable ou estimée selon la méthode linéaire :

FRAIS D'ÉTABLISSEMENT	33 1/3 %
CONSTRUCTIONS	10 %
MATÉRIEL DE TRANSPORT	33 1/3 %
AMÉNAGEMENTS - INSTALLATIONS	20 %
MOBILIER ET MATÉRIEL DE BUREAU	10-20 %
OUTILLAGE (SELON NATURE)	10 %
MATÉRIEL INFORMATIQUE	20 %

Les réparations et entretiens intervenus sur les immobilisations, notamment sur le mobilier et le matériel informatique, sont enregistrés en charges.

## 2 / OBSERVATIONS SUR LE BILAN

### 2.1. OPÉRATIONS AVEC LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Échéance	Au 31/12/2011*		Au 31/12/2012*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
DE 0 À 1 MOIS	17 006	14 676	12 447	16 659
DE 1 MOIS À 3 MOIS	607	178	1 037	2 699
DE 3 MOIS À 6 MOIS	410	443	1 013	280
DE 6 MOIS À 2 ANS	5 077	3 926	4 219	4 347
DE 2 ANS À 5 ANS	6 462	2 136	4 970	650
PLUS DE 5 ANS	232	251	182	225
<b>TOTAL</b>	<b>29 794</b>	<b>21 610</b>	<b>23 868</b>	<b>24 860</b>

### 2.2. OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

#### 2.2.1 Classement des créances et des dettes avec la clientèle par échéance

Échéance	Au 31/12/2011*		Au 31/12/2012*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
DE 0 À 1 MOIS	38 476	119 394	55 455	132 498
DE 1 MOIS À 3 MOIS	16 220	5 947	20 018	5 371
DE 3 MOIS À 6 MOIS	8 777	1 492	10 920	1 347
DE 6 MOIS À 2 ANS	24 873	12 828	25 918	3 162
DE 2 ANS À 5 ANS	12 680	11 064	12 795	18 385
PLUS DE 5 ANS	4 589	8	3 048	8
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	9 037		10 669	
<b>TOTAL</b>	<b>114 652</b>	<b>150 733</b>	<b>138 823</b>	<b>160 771</b>

#### 2.2.2 Classement des créances et des dettes avec la clientèle par agents économiques

Agents économiques	Au 31/12/2011*		Au 31/12/2012*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
PARTICULIERS	43 610	73 206	46 350	80 668
ENTREPRISES PRIVÉES	61 449	63 865	85 448	67 743
SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS	9 451	2 220	6 824	2 311
ÉTAT ET ORGANISMES ASSIMILÉS	142	11 442	201	10 049
<b>TOTAL</b>	<b>114 652</b>	<b>150 733</b>	<b>138 823</b>	<b>160 771</b>

\* En millions de F CFA.

### 2.2.3 Détail des créances douteuses et provisions pour dépréciation

Nature	Au 31/12/2011*	Au 31/12/2012*
CRÉANCES DOUTEUSES	9 037	10 669
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	-6 694	-9 719
<b>CRÉANCES DOUTEUSES NETTES</b>	<b>2 343</b>	<b>950</b>
CRÉANCES IMPAYÉES OU IMMOBILISÉES	2 892	3 262
<b>CRÉANCES EN SOUFFRANCE NETTES</b>	<b>5 235</b>	<b>4 212</b>

### 2.3. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Participation	Montant participation*		Capital*	Part BOA %
	BRUT	NET		
<b>DANS LES BANQUES ET ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS</b>				
• ACTIBOURSE S.A.	46	46	525	8,76 %
• BANK OF AFRICA – BURKINA FASO	11	11	8 000	0,16 %
• FONDS GARI	108	108	12 955	0,83 %
• FGHM S.A.	20	20	1 004	1,99 %
• SGI MALI	4	4	388	0,97 %
• BOA-FRANCE	728	384	6 560	11,11 %
• SOCIÉTÉ VISA	15	15		
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>932</b>	<b>588</b>		
<b>DANS LES AUTRES SOCIÉTÉS</b>				
• CTMI UEMOA	16	16	2 179	0,73 %
• OLYMPE S.A.	240	240		
• AGORA	250	250	5 000	5,00 %
• ALLIANZ MALI ASSURANCES	80	80	1 000	8,00 %
• CRRH	100	100	4 271	2,34 %
• UAM-IARD	50	50	1 000	5,00 %
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>736</b>	<b>736</b>		
<b>TOTAL PARTICIPATIONS</b>	<b>1 668</b>	<b>1 324</b>		
<b>TITRES SUBORDONNÉS</b>				
COMPTE BLOQUÉ ACTIONNAIRE FGHM	22	22		
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>22</b>	<b>22</b>		
<b>AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>				
TITRES TRÉSOR NON MOBILISABLES	132	132		
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>132</b>	<b>132</b>		
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>	<b>1 822</b>	<b>1 478</b>		

## 2.4. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Nature	Au 31/12/2011*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2012*
IMMOBILISATIONS BRUTES	1 373	129		1 502
AMORTISSEMENTS CUMULÉS	1 124	95		1 219
<b>TOTAL NET</b>	<b>248</b>	<b>34</b>		<b>283</b>

## 2.5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Nature	Au 31/12/2011*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2012*
<b>IMMOBILISATIONS BRUTES</b>	<b>19 139</b>	<b>1 568</b>	<b>501</b>	<b>20 206</b>
• IMMOBILISATIONS EN COURS	472	34	148	358
• IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	10 505	900		11 405
• IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	3 550		353	3 197
• IMMOBILISATIONS PAR RÉALISATION DE GARANTIE	4 612	634		5 246
<b>AMORTISSEMENTS</b>	<b>7 863</b>	<b>1 336</b>	<b>431</b>	<b>8 768</b>
• IMMOBILISATIONS EN COURS	5			5
• IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	5 729	1 077		6 806
• IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	2 129	259	431	1 957
<b>TOTAL NET</b>	<b>11 276</b>	<b>232</b>	<b>70</b>	<b>11 438</b>

## 2.6. AUTRES ACTIFS/PASSIFS

### 2.6.1 Autres actifs

Nature	Au 31/12/2011*	Au 31/12/2012*
DÉBITEURS DIVERS	874	750
VALEURS NON IMPUTÉES		3 196
VALEURS À L'ENCAISSEMENT	639	211
VALEURS À REJETER EN COMPENSATION		
DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS	110	111
STOCKS ET EMPLOIS DIVERS	60	37
CRÉANCES RATTACHÉES	1 973	2 393
DIVERS		4 170
<b>TOTAL</b>	<b>3 655</b>	<b>10 868</b>

\* En millions de F CFA.

## 2.6.2 Autres passifs

Nature	Au 31/12/2011*	Au 31/12/2012*
DETTES FISCALES	1 656	527
DETTES SOCIALES	65	60
CRÉDITEURS DIVERS	514	1 049
DETTES RATTACHÉES	692	685
DIVERS	1 747	5 464
<b>TOTAL</b>	<b>4 674</b>	<b>7 785</b>

## 2.7. COMPTES D'ORDRE ET DIVERS

### 2.7.1 Actif

Comptes d'ordre et divers actif	Au 31/12/2011*	Au 31/12/2012*
CHARGES COMPTABILISÉES D'AVANCE	226	388
PRODUITS À RECEVOIR	334	592
DIVERS	162	228
<b>TOTAL</b>	<b>722</b>	<b>1 208</b>

### 2.7.2 Passif

Comptes d'ordre et divers passif	Au 31/12/2011*	Au 31/12/2012*
CHARGES À PAYER	383	540
PRODUITS PERÇUS D'AVANCE	727	524
DIVERS	518	781
<b>TOTAL</b>	<b>1 628</b>	<b>1 845</b>

## 2.8. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Nature	Au 31/12/2011*	Au 31/12/2012*
CHARGES DE RETRAITE	1 328	1 000
ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE		
PERTES ET CHARGES	268	320
<b>TOTAL</b>	<b>1 596</b>	<b>1 320</b>

## 2.9. CAPITAUX PROPRES

### 2.9.1 Détail des capitaux propres

Nature	Montant Au 31/12/2011*	Affectation du résultat 2011*	Autres mouvements*	Montant Au 31/12/2012*
F.R.B.G.	1 080			1 080
PRIMES LIÉES AU CAPITAL	2 750			2 750
RÉSERVES LÉGALES	1 211	299		1 510
RÉSERVES RÈGLEMENTÉES				
AUTRES RÉSERVES	1 518			1 518
CAPITAL SOCIAL	7 200			7 200
FONDS AFFECTÉS (PRÊTS SUBORDONNÉS)				
FONDS BLOQUÉS D'ACTIONNAIRES				
REPORT À NOUVEAU	401	509		910
RÉSULTAT 2011	1 994	-1 994		
RÉSULTAT 2012			1 506	1 506
<b>TOTAL</b>	<b>16 154</b>	<b>-1 186</b>	<b>1 506</b>	<b>16 474</b>

### 2.9.2 Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux

Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux a été doté comme suit (en millions de F CFA, par année de dotation) :

Année	Montant
2007	580
2008	500
2009	500
2010	-500
2011	
2012	
<b>SOIT AU 31/12/2012</b>	<b>1 080</b>

### 2.9.3 Informations sur le capital

Le capital de la BANK OF AFRICA – MALI s'élève à 7 200 millions de F CFA. Il est composé de 720 000 titres d'une valeur nominale de 10 000 F CFA.

La structure de l'actionariat est la suivante :

Actionnaires	Structure
BOA WEST AFRICA	58,54 %
FMO	15,77 %
ATTICA S.A.	2,56 %
BANK OF AFRICA – BÉNIN	0,05 %
ACTIONNAIRES NATIONAUX	20,13 %
AUTRES ACTIONNAIRES	2,95 %
<b>TOTAL</b>	<b>100,00 %</b>

\* En millions de F CFA.

### 3 / ENGAGEMENTS HORS BILAN

Nature	Au 31/12/2011*	Au 31/12/2012*
<b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>	<b>35 085</b>	<b>44 464</b>
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	8 926	3 358
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	8 926	3 358
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	26 159	41 106
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	6 519	5 616
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	19 640	35 490
<b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>	<b>90 384</b>	<b>81 580</b>
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	90 384	81 580
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	6 113	8 516
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE	84 271	73 064
ENGAGEMENTS SUR TITRES		

### 4 / OBSERVATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

#### 4.1. INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS

Nature	Au 31/12/2011*	Au 31/12/2012*
<b>SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES</b>	<b>899</b>	<b>849</b>
• À VUE	68	59
• À TERME	831	790
<b>SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE</b>	<b>10 147</b>	<b>12 979</b>
• CRÉANCES COMMERCIALES	498	1 314
• AUTRES CRÉDITS À COURT TERME	950	1 459
• COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS	3 492	4 359
• CRÉDITS À MOYEN TERME	4 579	5 213
• CRÉDITS À LONG TERME	628	634
<b>TOTAL</b>	<b>11 046</b>	<b>13 828</b>

#### 4.2. INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES

Nature	Au 31/12/2011*	Au 31/12/2012*
<b>SUR DETTES INTERBANCAIRES</b>	<b>794</b>	<b>1 190</b>
• À VUE	64	83
• À TERME	730	1 107
<b>SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE</b>	<b>3 105</b>	<b>3 032</b>
• À VUE	1 098	1 543
• À TERME	2 007	1 489
<b>SUR DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE</b>	<b>161</b>	<b>99</b>
• À TERME	161	99
<b>TOTAL</b>	<b>4 059</b>	<b>4 321</b>

#### 4.3. COMMISSIONS

Nature	Au 31/12/2011*	Au 31/12/2012*
<b>COMMISSIONS PERÇUES (PRODUITS)</b>	<b>2 592</b>	<b>2 671</b>
• SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES	105	75
• SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	2 487	2 596
<b>COMMISSIONS VERSÉES (CHARGES)</b>	<b>121</b>	<b>133</b>
• SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES	121	133
• SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE		

#### 4.4. FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION

##### 4.4.1 Frais de personnel

Nature	Au 31/12/2011*	Au 31/12/2012*
SALAIRES ET TRAITEMENTS	2 948	3 667
CHARGES SOCIALES	1 039	1 390
<b>TOTAL</b>	<b>3 987</b>	<b>5 057</b>

\* En millions de F CFA.

#### 4.4.2 Autres frais généraux

Nature	Au 31/12/2011*	Au 31/12/2012*
IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS	394	415
REDEVANCE DE CRÉDIT-BAIL	0	0
LOYERS	284	294
ENTRETIEN ET RÉPARATIONS	419	497
PRIMES D'ASSURANCE	177	222
INTERMÉDIAIRES ET HONORAIRES	763	878
PUBLICITÉ, PUBLICATIONS ET RELATIONS PUBLIQUES	468	370
DÉPLACEMENTS MISSIONS ET RÉCEPTIONS	158	246
FRAIS POSTAUX ET FRAIS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	398	501
ACHATS NON STOCKÉS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES	726	835
JETONS DE PRÉSENCE	96	85
MOINS-VALUES DE CESSIONS	0	62
AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX	451	548
<b>TOTAL</b>	<b>4 334</b>	<b>4 953</b>

#### 4.5. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS

Nature	Au 31/12/2011*	Au 31/12/2012*
<b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS</b>	<b>1 505</b>	<b>2 050</b>
• DES IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	1 064	1 621
• DES IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	441	429
<b>REPRISES</b>	<b>-3</b>	<b>-234</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 502</b>	<b>1 816</b>

#### 4.6. SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN

Nature	Au 31/12/2011*	Au 31/12/2012*
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	3 244	5 408
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF	93	6
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	591	130
PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	3 536	389
REPRISES DE PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	-5 270	-2 383
REPRISES DE PROVISIONS SUR AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF	0	-92
REPRISES DE PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	-12	-405
RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	-37	-203
<b>TOTAL</b>	<b>2 145</b>	<b>2 850</b>

## 5 / AUTRES INFORMATIONS

### 5.1. EFFECTIFS MOYENS

Catégories	2011	2012
CADRES EXPATRIÉS	1	1
CADRES LOCAUX	114	127
GRADÉS	156	173
EMPLOYÉS	11	12
PERSONNEL NON BANCAIRE	38	38
PERSONNEL TEMPORAIRE		
<b>TOTAL</b>	<b>320</b>	<b>351</b>

### 5.2. CONTREVALEUR DES COMPTES EN DEVICES

Nature	2011*	2012*
<b>ACTIF</b>		
<b>OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE</b>	<b>3 051</b>	<b>4 979</b>
• BILLETS ET MONNAIES	168	392
• CORRESPONDANTS BANCAIRES	2 883	4 587
<b>VALEURS À L'ENCAISSEMENT ET DIVERS</b>	<b>143</b>	<b>211</b>
<b>PASSIF</b>		
<b>OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE</b>	<b>1 718</b>	<b>804</b>
• CORRESPONDANTS BANCAIRES	1 718	804
• REFINANCEMENTS		
• AUTRES SOMMES DUES		
<b>OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE</b>		
• COMPTES ORDINAIRES		

\* En millions de F CFA.

### 5.3. AFFECTATION DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2012

Nature	En millions de F CFA
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2012	1 506
REPORT À NOUVEAU DE L'EXERCICE 2011	910
<b>TOTAL À RÉPARTIR</b>	<b>2 416</b>
RÉSERVE LÉGALE (15 % DU RÉSULTAT)	226
DIVIDENDE	1 174
RÉSERVES FACULTATIVES	
NOUVEAU REPORT À NOUVEAU	1 016
<b>TOTAL RÉPARTI</b>	<b>2 416</b>

## 6 / RÉSULTAT DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Nature	2008	2009	2010	2011	2012
<b>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>					
• CAPITAL SOCIAL*	4 100	5 500	5 650	7 200	7 200
• NOMBRE DES ACTIONS ORDINAIRES EXISTANTES	410 000	550 000	565 000	720 000	720 000
<b>OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE*</b>					
• CHIFFRE D'AFFAIRES	15 104	16 841	18 652	20 264	22 160
• BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	5 407	5 125	5 056	7 512	9 505
• IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	694	925	538	783	540
• BÉNÉFICE APRÈS IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	1 289	1 311	1 006	1 994	1 506
<b>RÉSULTAT PAR ACTION**</b>					
• APRÈS IMPÔTS, AVANT AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	11 495	7 636	7 996	9 347	12 451
• APRÈS IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	3 144	2 384	1 780	2 770	2 091
<b>PERSONNEL</b>					
• EFFECTIF MOYEN DES SALARIÉS PENDANT L'EXERCICE	216	275	301	320	351
• MONTANT DE LA MASSE SALARIALE DE L'EXERCICE*	1 971	2 470	2 667	2 948	3 667
• SOMMES VERSÉES AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX*	686	866	995	1 039	1 390

# Adresses complémentaires

## Additional addresses

### BUREAUX DES STATIONS TOTAL À BAMAKO

### OFFICES AT TOTAL SERVICE STATIONS IN BAMAKO

#### **BACO DJICORONI**

Commune V – Sur la Route de Kalabankoro  
Rattaché à l'Agence de Baco Djicoroni  
Email <bur.bacodji@boamali.com>

#### **KALABANKORO**

Commune V – Kalabankoro marché  
Rattaché à l'Agence de Baco Djicoroni  
Email <bur.kalaban@boamali.com>

#### **LAFIABOUGOU**

Commune IV – Lafiabougou  
Rattaché à l'Agence Hamdallaye  
Email <bur.lafiabougou@boamali.com>

#### **MÉDINE**

Commune II – Avenue Al Quods, sur la Route  
de Koulikoro  
Rattaché à l'Agence Hippodrome  
Email <bur.medine@boamali.com>

#### **MISSABOUGOU**

Commune VI – Sur la route du 3<sup>e</sup> Pont  
Rattaché à l'Agence de Faladié  
Email <bur.missabougou@boamali.com>

#### **NIARÉLA**

Commune II – Niaréla Sur la route de Sotuba  
Rattaché à l'Agence Zone Industrielle  
Email <bur.niarela@boamali.com>

#### **PLACE CAN**

Commune IV – Hamdallaye ACI 2000  
En face de la Place CAN  
Rattaché à l'Agence Hamdallaye  
Email <bur.aci2000@boamali.com>

#### **SOTUBA**

Commune I – Sur la route de Sotuba  
Rattaché à l'Agence Zone Industrielle  
Email <bur.sotuba@boamali.com>

# BANK OF AFRICA – MALI

## SIÈGE / HEAD OFFICE

### BANK OF AFRICA – MALI

418, Avenue de la Marne – BP 2249 – Bozola – Bamako – MALI  
Tél. : (223) 20 70 05 00 – Fax : (223) 20 70 05 60 – Télex 2581 – Swift : AFRIMLBAXXX  
Email <information@boamali.com>

## AGENCES BAMAKO / BAMAKO BRANCHES

### AGENCE CENTRALE

418, Av. de la Marne – BP 2249 – Bozola – Bamako  
Tél. : (223) 20 70 05 00 – Fax : (223) 20 70 05 60  
Email <boadg@boamali.com>

### AGENCE ÉLITE

418, Av. de la Marne – BP 2249 – Bozola – Bamako  
Tél. : (223) 20 70 05 18  
Email <agence.elite@boamali.com>

### ACI 2000

ACI 2000, Immeuble Air France – Bamako  
Tél. : (223) 20 70 05 43 – Fax : (223) 20 70 05 44  
Email <ag.aci2000@boamali.com>

### BACO DJICORONI

Baco Djicoroni ACI sur la route de l'Ex Batama  
Rue 567 – Porte 557 – Bamako  
Tél. : (223) 20 70 05 29 – Fax : (223) 20 70 05 30  
Email <ag.bacodji@boamali.com>

### BADALABOUGOU

Badalabougou Est – Av. de l'OUA – Porte 455 – Bamako  
Tél. : (223) 20 22 65 75 – Fax : (223) 20 70 05 64  
Email <ag.badala@boamali.com>

## CENTRE D'AFFAIRES / BUSINESS CENTRE

Siège : 418, Avenue de la Marne – Bamako – Tél. : (223) 20 70 05 00 – Fax : (223) 20 70 05 60 – Email <boadg@boamali.com>

## AGENCES RÉGIONALES / REGIONAL BRANCHES

### BOUGOUNI

Quartier Administratif, Route Yanfolila – Bougouni  
Tél. : (223) 20 70 05 72 – Fax : (223) 20 70 05 99  
Email <ag.bougouni@boamali.com>

### KAYES

Quartier Liberté – BP 245 – Kayes  
Tél. : (223) 20 70 05 77 – Fax : (223) 20 70 05 78  
Email <ag.kayes@boamali.com>

### KOULIKORO

Plateau I – Porte N°4589 – Koulikoro  
Tél. : (223) 20 70 05 71 – Fax : (223) 20 70 05 67  
Email <ag.koulikoro@boamali.com>

## BUREAUX DE PROXIMITÉ / LOCAL BRANCHES

### FASO KANU

Magnambougou – Station SMC, en face de l'Institut de Géographie du Mali – Bamako  
Email <bur.fasokanu@boamali.com>

### MORILA

Rattaché à l'Agence de Sikasso  
Mine d'or de Morila – BP 229 – Morila  
Tél. : (223) 20 70 05 83 – Fax : (223) 20 70 05 82  
Email <bur.morila@boamali.com>

### DIBIDA

Marché Dibida, en face de la station Star Oil – Bamako  
Tél. : (223) 20 70 05 36 – Fax : (223) 20 70 05 37  
Email <ag.dibida@boamali.com>

### FALADIÈ

Immeuble Kouma – Av. de l'OUA – Bamako  
Tél. : (223) 20 70 05 41 – Fax : (223) 20 70 05 42  
Email <ag.faladie@boamali.com>

### GRAND MARCHÉ

Immeuble Babou Yara – Bamako  
Tél. : (223) 20 70 05 49 – Fax : (223) 20 70 05 81  
Email <ag.grandmarche@boamali.com>

### HAMDALLAYE

Av. Cheick Zayed – Bamako  
Tél. : (223) 20 70 05 84 – Fax : (223) 20 70 05 85  
Email <ag.hamdallaye@boamali.com>

### HIPPODROME

Route de Koulikoro – Porte 1236 – Bamako  
Tél. : (223) 20 70 05 94 – Fax : (223) 20 70 05 93  
Email <ag.hippo@boamali.com>

### KOUTIALA

BP 65 – Koutiala  
Tél. : (223) 20 70 05 75 – Fax : (223) 20 70 05 76  
Email <ag.koutiala@boamali.com>

### MOPTI

La Place des Défilés, en face du fleuve – Mopti  
Tél. : (223) 20 70 05 95 – Fax : (223) 20 70 05 96  
Email <ag.mopti@boamali.com>

### NIORO

Place du marché – Immeuble Cheick Sidi Tahara Diallo  
Nioro du Sahel  
Tél. : (223) 20 70 05 88 – Fax : (223) 20 70 05 89  
Email <ag.nioro@boamali.com>

### SADIOLA

Rattaché à l'Agence de Kayes  
Mine d'or de Sadiola – BP 245 – Sadiola  
Tél. : (223) 20 70 05 80 – Fax : (223) 20 70 05 79  
Email <bur.sadiola@boamali.com>

### SÉVARÉ

Route de Gao à Sévaré (Mopti) – Face à la Gendarmerie  
Sévaré  
Tél. : (223) 20 70 05 13 – Fax : (223) 20 70 05 19  
Email <ag.sevare@boamali.com>



GRUPE BANK OF AFRICA

www.boamali.com

### MAGNAMBougou

Stop de Magnambougou, en face de l'immeuble Wassulu – Bamako  
Tél. : (223) 20 70 05 35 – Fax : (223) 20 70 05 72  
Email <ag.magnambougou@boamali.com>

### MARCHÉ DE MÉDINE

Derrière le Stade Modibo Keita – Bamako  
Tél. : (223) 20 70 05 69 – Fax : (223) 20 70 05 70  
Email <ag.medicine@boamali.com>

### ROUTE DE L'AÉROPORT

Avant le Parc d'exposition – Bamako  
Tél. : (223) 20 70 05 33 – Fax : (223) 20 70 05 34  
Email <ag.aeroport@boamali.com>

### SÉBÉNIKORO

Route de Guinée – Bamako  
Tél. : (223) 20 70 05 48 – Fax : (223) 20 70 05 49  
Email <ag.sebenikoro@boamali.com>

### ZONE INDUSTRIELLE

Route de Sotuba, à côté de la station Star Oil – Bamako  
Tél. : (223) 20 70 05 22 – Fax : (223) 20 70 05 40  
Email <ag.zoneindustrielle@boamali.com>

### SÉGOU

Quartier Commercial – Immeuble Sory Konandji  
Ségou  
Tél. : (223) 20 70 05 86 – Fax : (223) 20 70 05 87  
Email <ag.segou@boamali.com>

### SIKASSO

BP 229 – Sikasso  
Tél. : (223) 20 70 05 74 – Fax : (223) 20 70 05 73  
Email <ag.sikasso@boamali.com>

### SIKASSO MÉDINE

Avenue du Cinquantenaire – Sikasso Médine  
Tél. : (223) 21 62 10 14  
Email <bur.sikasso@boamali.com>

## BUREAUX DES STATIONS TOTAL :

### OFFICES AT TOTAL SERVICE STATIONS:

Voir page 53 / See on page 53.